ISSN 1662 – 4599

26 mai 2014
14e année
N° 11

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Obama doit faire preuve de retenue face à l'Ukraine

Mémorandum à l'attention du Président

*par les «Veteran Intelligence Professionals for Sanity» (VIPS)**

Objet: la Russie, l'Ukraine et l'intérêt national des Etats-Unis

Monsieur le Président,
Nous, les soussignés, sommes d'anciens fonctionnaires des services de renseignement, de l'armée et des autorités judiciaires. Dans l'ensemble, nous comptons près de 200 ans d'années de service pour notre pays. Contrairement à de nombreux experts et conseillers qui fondent leurs arguments sur des notions abstraites des relations internationales, nos analyses proviennent d'une profonde expérience mise en pratique à l'intérieur du gouvernement américain – ceci aussi bien dans notre pays qu'à l'étranger.

Dans ce contexte, nous possédons une compréhension profonde de la grande responsabilité qui incombe à une grande puissance. Nous nous sentons ainsi dans l'obligation de vous faire part de nos points de vue sur l'Ukraine – d'autant plus qu'en ce moment les radios, la télévision et les journaux accordent beaucoup d'espace aux mêmes experts et universitaires qui, il y a à peine plus d'une décennie, ont fait tant de mal en Irak.

Un certain nombre d'entre nous, dans leurs activités gouvernementales, étaient impliqués dans la politique relative à l'ancienne Union soviétique puis avec l'Etat qui lui a succédé, la Fédération de Russie. Nous avons observé la tendance récente de Moscou vers une forme plus autoritaire de gouvernement et avons été également préoccupés par le jeu des grandes puissances rivales concernant l'Ukraine.

Nos souvenirs encore vifs de la guerre froide et du mal qu'elle a infligé à la sécurité du monde nous conduit à affirmer que les troubles en Ukraine ne devraient pas servir de prétexte pour ouvrir la voie au retour d'un monde bipolaire dans lequel deux superpuissances lourdement armées s'affronteraient à tous les niveaux, y compris à l'échelle mondiale.

Nous sommes particulièrement préoccupés par ce qui semble être un sentiment flou mais virulent parmi les membres du Congrès et les médias traditionnels à «faire quelque chose» concernant la Russie – un sentiment qui est à la fois mal fondé et tout à fait à l'opposé de ce que notre nation devrait faire pour entretenir une relation constructive et finalement bénéfique avec Moscou et le reste du monde.

Alors que nous soutenons les efforts des Etats-Unis pour aider au développement d'une démocratie pluraliste en Ukraine, y compris l'assistance au déroulement d'élections libres et équitables, nous croyons que le soutien militaire et l'implication directe des troupes américaines est une étape qui va inévitablement conduire à une escalade du conflit et à une confrontation directe entre deux grandes puissances nucléaires – une situation qui devrait et pourrait être facilement évitée si les intérêts de tous les pays, y compris ceux de la Russie, étaient pris en considération.

Pour parler clairement, l'engagement de la Russie en Ukraine – un pays qui est aux portes de Moscou et qui est, en partie, ethniquement russe – ne menace ni les intérêts vitaux américains; ni ceux des alliés

Suite page 3

* «Veteran Intelligence Professionals for Sanity» [anciens collaborateurs des services secrets pour le bon sens] est un groupe d'anciens fonctionnaires des services secrets américains, dont la CIA, les bureaux des services secrets du secrétariat d'Etat (INR) et des services secrets de l'armée (DIA). En janvier 2003, ils ont formé une organisation nationale pour lutter contre l'utilisation trompeuse d'informations des services secrets, sur laquelle l'invasion anglo-américaine de l'Irak fut fondée. Avant l'attaque de l'Irak en 2003, ce groupe publia une lettre, dans laquelle il expliquait que les analystes des services de renseignement n'avaient jamais été entendus par les hommes politiques. En août 2010, il rédigea un mémorandum à l'attention de la Maison blanche, dans lequel il mettait en garde contre une attaque israélienne imminente de l'Iran.

Le résultat de la votation sur les soins médicaux de base confirme avant tout une chose: les citoyens veulent avoir de bons médecins de famille – ce qui est planifié, c'est le contraire

La votation sur l'Arrêté fédéral concernant les soins médicaux de base soulève – une fois de plus – des questions politico-démocratiques fondamentales. Les informations directement accessibles, c'est-à-dire soumises aux citoyens ne disent pas ce qui est réellement prévu avec cet article constitutionnel. En lisant les explications de la brochure officielle, le citoyen, déjà sceptique suite aux expériences faites antérieurement, a pu, dans le meilleur des cas, reconnaître entre les lignes que quelque chose clochait dans ces informations. La réalité est qu'uniquement l'analyse soigneuse des documents stratégiques de fond (publiés en partie par l'OFSP mais également les Messages du Conseil fédéral concernant diverses lois en élaboration ainsi que d'autres textes) permet de reconnaître ce qui est réellement prévu de faire sur la base de cet article constitutionnel. C'est alors seulement qu'on réalise que ce que la grande majorité des partisans de ce projet voulait soutenir – c'est-à-dire des bons soins médicaux par son propre médecin de famille, un meilleur accès aux soins médicaux dispensés par un médecin de famille et davantage de médecins de famille bien formés – n'est justement pas prévu avec cette disposition constitutionnelle. Malheureusement ce n'est pas la première fois que les textes explicatifs officiels concernant des votations sont formulés à la manière d'un texte de relations publiques afin de susciter chez les citoyennes et citoyens un capital de sympathie pour le résultat souhaité.

Le même reproche peut être fait aux médias, notamment aux émetteurs et chaînes de la Radio Télévision Suisse (RTS/SRF) – dont la mission est ancrée dans la Constitution fédérale –, et à l'agence nationale d'information ats/sda. Dans ses lignes directrices, celle-ci stipule que «le service de base garantit aux médias suisses une source d'information indépendante» avec lequel «l'ats remplit également une tâche politique dans la mesure où il [le service de base] contribue à la formation démocratique de l'opinion publique». Les arguments des opposants à cet objet de votation n'ont cependant en réalité jamais été présentés. Pourquoi un journaliste de la sda fait-il une interview de 10 minutes avec une représentante du comité d'opposition en lui promettant la publication de quelques phrases qu'il lui soumettrait auparavant – puis plus aucune réaction? Cela n'a rien à voir avec une presse libre et une libre formation de l'opinion.

L'auteure de ces lignes s'était déjà exprimée en octobre 2013 dans un commentaire concernant la votation sur la révision de la Loi sur les épidémies: «Au plus tard maintenant, il faut redévelopper ce que nous avons de plus en plus perdu au cours des vingt dernières années: sincérité et honnêteté comme base de toute action étatique. Celui qui veut diriger les citoyens au moyen d'‹informations› préparées par des spécialistes de relations publiques, abuse du principe de la bonne foi indispensable dans les relations humaines, et tout spécialement des autorités face au souverain. La dignité de l'homme signifie aussi ne pas être dégradé au rang d'un objet utilisé par autrui – ni dans la discussion intellectuelle, ni par l'éveil ciblé d'émotions sans livrer en même temps les informations nécessaires. Un débat sincère exige une évaluation objective du pour et du contre. Si nous ne voulons pas en arriver là où un auteur américain a situé son pays en publiant un livre intitulé ‹The Best Democracy Money Can Buy›, il est urgent de relancer ce débat.»

Erika Vögeli

Communiqué de presse concernant la votation du 18 mai 2014

Maintenant plus que jamais!

sli. Le résultat sorti des urnes aujourd'hui revient à dire: maintenant plus que jamais!

Nous sommes certains que vous êtes d'accord que nous continuions nos activités également à l'avenir. Notre comité va s'élargir, de nouveaux membres se sont déjà annoncés. Nous continuerons d'être mis à l'épreuve par les transformations voulues par le conseiller fédéral Berset et l'OFSP, notamment la transition d'une santé publique centrée sur l'être humain vers une santé publique fondamentalement utilitariste. Chaque citoyen est appelé à participer à ce débat et à inviter d'autres personnes à y participer.

Nous exigeons du conseiller fédéral Berset qu'il publie ses plans et qu'il initie un débat public honnête et sincère.

Le résultat de la votation de ce jour n'a été possible que parce que le conseiller fédéral *Berset* et l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) ont induit le peuple en erreur. Le nouvel article constitutionnel donne à la Confédération de nouvelles possibilités pour une prise en main centraliste. Si la population avait été informée correctement concernant les changements fondamentaux prévus sous l'étiquette de «soins médicaux de base» – qui mèneront finalement au démantèlement des soins de base offerts par les médecins de famille – elle aurait largement rejeté cet article constitutionnel. Personne ne veut que le médecin soit remplacé par des personnes non-médicales ou même sans formation dans une profession de la santé.

Personne ne veut que lui-même ou un membre de sa famille soit traité par un «Gatekeeper» selon des analyses coûts-bénéfices utilitaristes, qui décidera finalement de la vie du patient. C'est une attaque contre la dignité de l'être humain. Cela ne peut être accepté dans notre pays. Cet objet soumis au vote aujourd'hui était une tromperie face au peuple. Nous exigeons du conseiller fédéral Berset qu'il publie ses plans et qu'il initie un débat public honnête et sincère. S'il ne le fait pas, il n'est plus acceptable en tant que conseiller fédéral et doit quitter son poste.

Nous continuerons à nous engager à fond pour que l'excellent système de santé suisse, avec sa structure fédéraliste et libérale et garantissant la prise en charge médicale soigneuse de toute personne, soit maintenu dans notre pays. Les projets de lois visant la transformation fondamentale doivent absolument être empêchés. Le prétendu «centre national pour la qualité», proposé par le conseiller fédéral Berset et devisé à 32 millions de francs, ne sera autre chose qu'un organe de contrôle centraliste. Il s'agit d'un de ces projets de lois inhumains qui ne sauveront certainement pas de vies. C'est à l'encontre de toute éthique et inadmissible. Nous lutterons en commun avec de nombreux autres citoyennes et citoyens vigilants contre ces projets indicibles en recourant à tous les moyens démocratiques.

Il faut absolument qu'à l'avenir le diagnostic, la thérapie et le suivi médical soigneux et consciencieux de tout patient soit garanti par le médecin de famille ou le spécialiste. Cela épargnera beaucoup de souffrances tout en causant un minimum de frais.

Dr Susanne Lippmann-Rieder,
Pr David Holzmann,
membres du comité «Non à l'Arrêté fédéral concernant les soins médicaux de base»
Contact: slippmann@bluewin.ch

Communiqué de presse

Recours à l'autorité de surveillance contre l'Arrêté fédéral concernant les soins médicaux de base

Pourquoi un recours?

La raison principale est la publication le 14 mai 2014, donc 4 jours avant la votation, d'un projet de loi pour une loi fédérale concernant la création d'un Institut fédéral pour la garantie de la qualité, dans le cadre de la mise en pratique de l'Arrêté fédéral. Les frais prévus dans le projet de loi s'élèvent au total à 30 millions de francs, complétés par une contribution annuelle versée par les assurés. Voilà donc des critères qui eussent été importants pour la décision de vote des citoyens.

Or, dans les explications officielles destinées aux citoyens, ce projet n'est pas mentionné, c'est-à-dire que le Conseil fédéral/l'OFSP se sont comportés de manière totalement opaque, ce qui limite – et a limité – illicitement la liberté de vote garantie au niveau constitutionnel.

Le recours a été déposé dans cinq cantons, le délai imparti était de trois jours. Ce recours peut être porté devant le Tribunal fédéral.

Hans-Jacob Heitz, avocat

«Merkel et Hollande ne devraient pas participer à mettre Poutine au coin»

par Willy Wimmer, ancien secrétaire d'Etat au ministère fédéral allemand de la Défense

Willy Wimmer (photo mad)

Les Etats européens ont soutenu avec grand engagement la soi-disant «rencontre de Genève» par des décisions de désescalade pour l'Ukraine. Cependant, il s'est produit quelque chose de semblable à ce que nous avions déjà vécu pendant la nuit de la chute de Ianoukovitch à Kiev.

Avec une haine indomptable face à tout ce qui est russe en Ukraine, les forces du Maïdan voulaient se rendre en Crimée avec leurs armes nucléaires russes et en Ukraine orientale. Nous nous rappelons bien des conséquences que cela a eu pour la Crimée. Il n'y a pas eu d'effusion de sang, et nous savons tous, pourquoi cela a pu être empêché. Lorsqu'au préalable de la chute de *Ianoukovitch,* l'ancien président géorgien *Mikheil Saakachvili* est apparu à Kiev, cela ne pouvait pas être de bon augure pour l'Ukraine.

Dans la nuit olympique de Pékin en 2008, M. Saakachvili avait été le premier à croire pouvoir agresser sans conséquences néfastes la Russie dans sa faiblesse supposée. Il s'est trompé dans ses calculs concernant Moscou, et la Géorgie n'a pas subi le sort de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud uniquement grâce à l'action réfléchie et courageuse de l'ancien président français *Sarkozy.*

Genève, c'était les efforts honorables des puissances centrales telles la France et l'Allemagne – et peut-être aussi la Grande-Bretagne –, afin de limiter les dégâts en Europe. Mais la visite immédiate du directeur de la CIA à Kiev – et malheureusement aussi du secrétaire d'Etat américain *John Kerry* immédiatement après la fin de la rencontre de Genève – a en tout cas créé un rapport manifeste entre leurs visites et l'agression militaire des hommes au pouvoir à Kiev contre le mouvement contestataire en Ukraine orientale.

Genève et les considérations qui y ont été faites n'ont intéressé personne à Kiev, et c'est un processus unique en Europe de s'attaquer à des manifestants et des squatters avec des blindés, de l'artillerie et des avions de combat. Les faibles déclarations de la Chancelière fédérale *Angela Merkel* et de son hôte à Rügen, le président français *François Hollande*, à l'adresse de Kiev en vue d'une modération montrent cependant en toute clarté, que la junte de Kiev fait la sourde oreille quand Paris et Berlin demandent que l'accord de Genève soit respecté.

Or, «His masters voice» se trouve à Washington et au besoin le sénateur mal famé *John McCain* apparaîtra personnellement. Si l'Union européenne prenait ses propres valeurs au sérieux, ce monsieur se trouverait depuis longtemps sur la liste des personnes soumises à une interdiction d'entrée. La procédé choisi par la junte contre l'Ukraine orientale – et cela se voit clairement dans la manière de faire – ne poursuit qu'un seul but: créer en Ukraine orientale une situation de guerre civile, qui entraînerait les potentats russes locaux à des formes de résistance auxquelles on pense ses jours pour des raisons qui remontent à 69 ans en arrière.

Nous connaissons ce modèle également de l'ancienne Yougoslavie, lorsqu'en Croatie – ce qui avait horrifié Belgrade – des chefs de bande locaux ou d'autres potentats se sont hissés en défenseurs de la cause serbe. Des apparences de désintégration – comme on peut les observer actuellement en Ukraine – font forcément surgir de telles forces, comme cela nous a été démontré en Croatie. En ce temps-là, le président *Miloševic* n'avait que le choix d'un avenir comme traître de la cause serbe, s'il n'aidait pas les chefs de bande en Croatie.

S'il avait voulu aider ces chefs de bande, on l'aurait, en Occident, déclaré être l'agresseur. C'est exactement cela qui est prévu en Ukraine orientale – les attaques agressives de la junte de Kiev dans cette région n'ont aucun autre but. Elle n'est pas seule, comme l'a annoncé dernièrement le journal «Bild» en se référant à des informations venant de la Chancellerie de Berlin, après qu'on ait déjà publié des images correspondantes quelques semaines en arrière.

Des centaines de mercenaires américains membres des armées privées américaines malfamées, entreprennent tout dans cette région pour créer des «confrontations chaudes». Pourquoi la Chancelière fédérale et son hôte français ne soumettent-ils pas à des sanctions ceux qui à Kiev et à Washington provoquent et portent la responsabilité de la situation en Ukraine orientale? Le prétendu «Occident» a déposé devant la porte d'entrée de la Fédération de Russie une charge explosive mortelle tout en gesticulant en direction de Poutine, pour que le président russe éteigne la mèche, que l'on a soi-même posé entre la secte de la *Scientologie* et la *Fondation Adenauer.*

Cela est apparu en toute clarté lors des jours précédant le référendum du 11 mai. Alors que la Chancelière fédérale a soudainement découvert son amour pour le droit international, après des années où cela aurait été réellement indiqué, le président Poutine a demandé le renvoi du référendum et exigé le dialogue entre toutes les forces ukrainiennes. Il n'y a rien de plus raisonnable, et c'est pourquoi les hommes au pouvoir à Kiev ne se sont pas seulement attaqués à ces considérations mais ont également militairement fait feu de tous bords.

Poutine a fait la seule proposition, qui peut empêcher le malheur. Puis, lors d'un forum européen à la radio WDR à Berlin, un ancien président polonais a pris le microphone au et a prétendu que le développement de la crise en Ukraine correspondait à un plan russe existant depuis longtemps. L'ancien président *Kwasniewski* sait mieux que beaucoup d'autres, qui a entraîné les forces «national-socialistes» en Pologne. A quel point la planification américaine en Pologne avait été conçue longtemps à l'avance saute à l'œil, car le lendemain de cette prise de position, des troupes américaines furent transférées en Pologne.

Les Etats-Unis sont capables de beaucoup de choses, mais les préparatifs logistiques pour une telle action durent plusieurs mois. Ce n'est que dans la Varsovie des stratèges géopolitiques à la *Brzezinski* que peut naître l'idée que la Russie ait elle-même initié la chute du gouvernement légitime de Kiev. Le président *Obama* ne serait certainement pas d'accord qu'on lui conteste ce plan. Au lieu de soutenir le président Poutine dans sa proposition concernant l'Ukraine orientale – aussi contre les potentats locaux – la chancelière Merkel et le président Hollande font ce qui ne peut pas uniquement être imputé à leur manque d'imagination.

Pour l'amour de l'Europe, Merkel et Hollande ne devraient pas participer à mettre Poutine au coin, car ce coin pourrait être plus vaste que ce que ces deux personnes imaginent. Ils feraient mieux de s'attaquer à Obama, car il a bientôt perdu tous ses amis européens. Si, selon certains articles de presse, le président Obama refuse de rencontrer le président Poutine en Normandie lors de la commémoration du D-Day, il remet lui-même en question le 6 juin 1944. •

(Traduction *Horizons et débats*)

La paix en Europe: «Il faut juste la vouloir.»

par Karl Müller

Les 16 et 17 mai, deux anciens chanceliers de la République fédérale d'Allemagne, M. *Helmut Schmidt* (SPD) et M. *Helmut Kohl* (CDU) se sont prononcés au sujet de l'Ukraine et des rapports des Etats occidentaux avec la Russie. Ils l'ont formulé, au cours d'une situation d'escalade de la violence – et ceci dans le journal le plus lu d'Allemagne.

Helmut Schmidt a critiqué la politique de l'UE face à l'Ukraine. A son avis, Bruxelles se mêle trop de la politique mondiale. «L'exemple le plus récent est la tentative de la Commission européenne d'annexer l'Ukraine.» Schmidt a qualifié les ambitions géopolitiques de l'UE en des termes très clairs: «C'est de la mégalomanie.»

Concernant le danger de guerre, il s'est exprimé de la manière suivante: «Je ne tiens absolument pas à provoquer une troisième guerre mondiale à force d'en parler. Mais le risque de l'aggravation de la situation comme au mois d'août 1914 augmente de jour en jour.»

Et Schmidt de préciser: actuellement, «il n'y a personne qui énonce des propositions constructives pour l'avenir de l'Ukraine.»

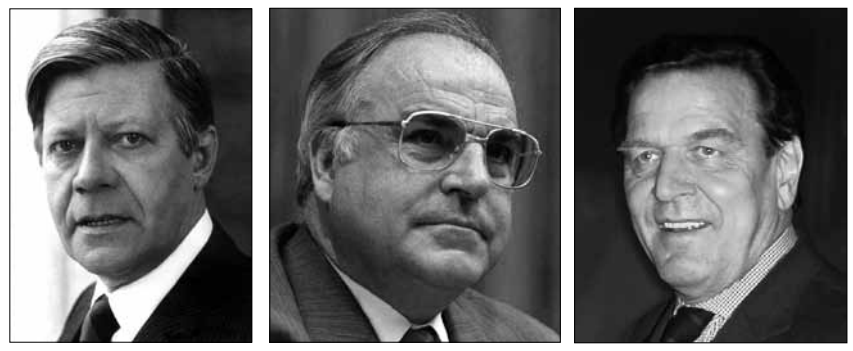
Les propos de Helmut Kohl correspondent avec ceux de son prédécesseur: «Je suis très inquiet de l'évolution. C'est une situation très sérieuse. Il faut absolument ouvrir le dialogue sans attendre. Mon expérience me dit que c'est possible. Il faut juste le vouloir.»

Il faut juste le vouloir …

Cela implique d'analyser et de prendre au sérieux la réalité autant que faire se peut.

Quiconque étudie les prises de position, les documents et les sources publiquement accessibles – non seulement les médias occidentaux, mais aussi les médias et les documents officiels russes – reconnaîtra que la partie russe émet, en général, ses arguments de manière plus objective, moins polémique, moins agressive que la partie occidentale. C'est une manière de s'exprimer plutôt défensive et sûre d'elle-même, en gardant la tête haute. Il faut lire, par exemple, les informations du ministère russe des Affaires étrangères, accessibles en langue française, et les comparer à ceux des hommes politiques occidentaux.

Ceux qui, le 11 mai, ont vu les longues files d'attente devant les locaux de vote en Ukraine orientale ont observé les gens et ont soigneusement écouté leurs prises de position face aux médias occidentaux. Ils ont eu l'impression d'une participation très sérieuse au vote de la part de ces hommes et femmes. Les réactions des dirigeants de Kiev, de l'OTAN et de l'UE étaient injustes face aux préoccupations réelles des citoyens de la région. Les affrontements violents continuent et ce qui est très alarmant, ce sont les informations au sujet de la participation sous couvert des Etats-Unis à des affrontements à l'intérieur de l'Ukraine.



Trois anciens chanceliers allemands ont mis en garde avec insistance l'OTAN et l'UE contre une politique visant la confrontation avec la Russie. Ils exigent une solution diplomatique de la crise. (photo mad)

Le président de l'OSCE a, en accord avec le président russe, proposé une Table ronde à laquelle devraient participer toutes les parties impliquées dans le conflit en Ukraine afin de mettre fin à la violence dans le pays et élaborer une solution pacifique. Les dirigeants de Kiev n'ont, jusqu'à présent, montré aucun signe d'acceptation de cette proposition. Et que fait la politique occidentale? Elle ne prend pas clairement position et se range plus ou moins du côté de la politique de Kiev.

Il y a encore d'autres exemples montrant que c'est avant tout la partie occidentale qui mène l'escalade de la violence, tout en prétendant de manière officielle que le dialogue doit continuer et le chemin des armes refusé. En même temps, on essaie d'attribuer l'aggravation des troubles à la Russie et à son président. Mais là aussi les paroles n'ont pas de valeur, seuls les actes comptent.

«Il faut juste le vouloir», a déclaré l'ancien chancelier Helmut Kohl. Il n'aurait pas dit cela, s'il avait eu l'impression que tout était sur la bonne voie. Ce sont des paroles d'avertissements comme celles de l'ancien chancelier Helmut Schmidt ou – non moins claires – celles de l'ancien chancelier *Gerhard Schröder.* Que peut-on reprocher à ces trois personnalités qui ont tout de même gouverné l'Allemagne pendant 30 ans? Qu'ils n'y comprennent rien? Qu'ils sont des lobbyistes menteurs œuvrant en faveur des intérêts économiques allemands? Qu'ils sont dépendants de la Russie? Tout cela est absurde! Si trois anciens chanceliers allemands mettent en garde à l'unisson, c'est qu'il y a une raison suffisante pour bien les écouter et se mettre à réfléchir.

Il faut juste le vouloir …

Cela ne concerne pas seulement nos hommes politiques mais également chaque citoyen. Les médias dominants dans nos Etats n'y contribuent en rien. C'est évident. Mais qui, aujourd'hui, les prend encore au sérieux?

Pour empêcher la Première Guerre mondiale, des personnalités de toute l'Europe voulurent se réunir du 1er au 3 août 1914 à Constance, à l'occasion du 500e anniversaire du Concile de Constance, pour une conférence internationale œcuménique de la paix. Mais il était déjà trop tard. Le 30 et 31 juillet les mobilisations avaient commencé en Europe.

Il ne faut pas attendre aussi longtemps. Helmut Kohl a raison. Il faut juste le vouloir. C'est cette idée que nous devons diffuser et réaliser.

Tout un chacun doit savoir de quoi il s'agit très probablement: la Russie doit se plier, par tous les moyens. Non pas en raison de tout ce qu'on peut lire dans nos médias dominants mais parce que la Russie dérange. Elle dérange le projet occidental «Globalia». *Jean-Christophe Rufin,* ancien vice-président de «Médecins sans frontières» et ancien secrétaire d'Etat au ministère français des Affaires étrangères, a décrit, en 2004 déjà, de façon pertinente le scénario dans son roman-clé. C'est un monde sinistre dans lequel quelques soi-disant élus ont la prétention totale au pouvoir, une cloche en verre trompeuse maintient les apparences pour une petite partie des habitants de notre planète et pour la grande majorité, il ne reste que la terrible lutte pour la survie. Humanisme et charité, liberté de l'individu et autodétermination des peuples, diversité culturelle et vivre-ensemble pacifique des êtres humains sont inexistants.

Le cercle des participants à l'œuvre sinistre menant vers «Globalia» se montre puissant et s'est tissé une aura d'intangibilité. En font partie non seulement des acteurs des domaines de l'Etat et de l'économie et de leurs médias respectifs, mais également des acteurs aux sein des Nations Unis, tels les représentants du Conseil des droits de l'homme de Genève, qui ont présenté le 15 mai un rapport totalement partial sur la situation des droits de l'homme en Ukraine orientale. S'y ajoutent des malfaiteurs intellectuels tel *Timothy Snyder* ayant organisé une conférence à Kiev et qui, dans la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 17 mai, a une fois de plus pu présenter ses opinions crues de fascisme en Russie et de «droite» européenne dirigée par le président russe *Vladimir Poutine.* •

Pas de sécurité crédible au sol sans le soutien de forces aériennes puissantes!

Après le Non au Gripen, les adversaires doivent endosser la responsabilité!

par Konrad Alder

Le parti socialiste, représenté par Mmes *Galladé* et *Allemann,* membres malhonnêtes de la *Commission de la politique de sécurité* (CPS), le «Groupe pour une Suisse sans armée» (GSsA), les Verts, soutenus de manière bienveillante par le Comité libéral «Non au Gripen» dirigé par le parti vert'libéral, et les femmes PDC avec Mme *Meier-Schatz* ont donc réussi à mobiliser une majorité de nos citoyens pour refuser le renouvellement d'une partie de nos avions de chasse, entraînant ainsi des dommages irréversibles à notre politique de sécurité cohérente et souveraine qui jusqu'ici a fait ses preuves.

A la différence des fameux abolitionnistes de l'armée du Groupe pour une Suisse sans armée GSsA, les cercles opposés au Gripen, sous le contrôle de *Martin Bäumle* et de son parti vert'libéral, ont souligné à plusieurs reprises qu'ils n'étaient pas contre notre défense nationale et nos forces aériennes, mais qu'ils considéraient uniquement l'acquisition des avions de combats à l'heure actuelle comme prématurée et financièrement irresponsable. Désormais, ces politiciens doivent assumer la grande responsabilité et présenter des solutions alternatives sérieuses pour l'avenir de nos forces aériennes et faire en sorte qu'elles obtiennent la majorité. Les conditions cadres suivantes devraient cependant rendre leur travail très difficile et exigeant:

1. En 2025, les F/A-18 atteindront la fin de leur capacité opérationnelle et de leur durée de vie. Dès ce moment, nos forces aériennes ne disposeront plus d'avions de combat ni pour le service de la police aérienne, ni pour la protection de notre espace aérien en cas de crise ou de mission défensive. Pour éviter une telle situation inacceptable, il faut qu'un modèle successeur au F/A-18 soit disponible pour la troupe au plus tard à partir de 2022. C'est le seul moyen d'atteindre en 2025 un engagement opérationnel et de pouvoir ainsi assurer, comme mandat légal, la continuité du service de police aérienne.
2. A l'avenir, nos forces aériennes risquent de manquer cruellement de personnel. Par cette incertitude due au rejet du Gripen, le *Département fédéral de la Défense, de la Protection de la population et des Sports* (DDPS) aura du mal à maintenir le niveau de nos pilotes d'avion de combat hautement professionnalisés ainsi qu'à garder les spécialistes dans les domaines de l'exploitation et de l'entretien, très recherchés sur le marché du travail.
3. La prochaine évaluation d'un avion sera extrêmement coûteuse pour la Suisse. Compte tenu du rejet de l'acquisition du Gripen par le peuple, de la quantité minime requise, ainsi que des référendums ou initiatives auxquels il faut s'attendre de la part des opposants à l'armée, aucun producteur d'avion ne sera prêt à investir des fonds propres pour cette prochaine évaluation. La renonciation de Boeing à participer avec son modèle «F/A-18E/F Super Hornet» lors de notre dernière évaluation est dans ce contexte sans équivoque. En outre, il est très probable que – vu la situation actuelle sur le marché des avions de combat – le Gripen l'emporterait à nouveau.
4. Toute solution de leasing pour avions de combat de haute qualité, répondant à nos besoins militaires actuels, est exorbitante et l'idée propagée par les Vert'libéraux de déléguer les tâches à un pays tiers est inacceptable non seulement sur le plan du droit de neutralité mais également à cause du monopole des pouvoirs étatique. Les coûts d'un tel «outsourcing» risquent d'être en tout cas aussi élevés que les frais pour une propre Force aérienne.
5. Des mesures de prolongement de vie pour les F/A-18 vieux de trente ans ne sont pas une solution pragmatique en raison de leur rapport coûts-bénéfices misérable. Elles ne font que prolonger leur durée, mais ne créent pas un système d'arme correspondant à notre cahier de charge actuel.
6. On ne peut s'attendre à aucun soutien de la part du PS, du GSsA ou des Verts. Par contre, il faut s'attendre à un contre-courant idéologique sous forme de référendums et d'initiatives ainsi que des contre-arguments déloyaux.

Lors de la campagne de votation, les opposants de tous bords pouvaient faire de la propagande contre l'acquisition du Gripen à l'aide de slogans subjectifs. Après leur bataille gagnée, il s'agit maintenant, dans l'intérêt de la Suisse, de mettre rapidement de l'ordre dans notre politique de sécurité de sorte à empêcher tout autre dégât. Dès lors, Martin Bäumle et son parti vert'libéral ont le devoir de montrer au peuple suisse comment le contrôle de notre espace aérien et de notre «Réseau national de protection, de sauvetage et de défense» peuvent être garantis. En effet, il n'y a pas de sécurité crédible au sol sans le soutien de forces aériennes puissantes et opérationnelles – tous les conflits militaires de l'histoire récente en sont la preuve! Le Conseil fédéral in corpore et tous les partis bourgeois doivent également assumer leurs responsabilités. Ils n'ont pas réalisé la dimension stratégique et l'importance de ce débat concernant la politique de sécurité, aussi ont-ils mené une campagne de soutien insuffisante, sans réel engagement, trop tard et sans aucune passion! •

(Traduction *Horizons et débats)*

Nous aurions pu acheter plus de 600 Gripen!

Dans l'antiquité déjà, les êtres humains se rassemblaient afin d'assurer leur sécurité. De nombreux remparts en témoignent aujourd'hui encore.

Au cours des siècles, il y eut encore un grand nombre d'autres tâches. Mais, la sécurité extérieure et intérieure est toujours classée en tête de liste. N'est-ce pas l'insécurité (entre autres raisons) qui déclenche dans de nombreux pays les flux de millions de réfugiés?

Les Conseillers fédéraux et tous les parlementaires prêtent serment, ou prononcent leurs vœux sur la Constitution fédérale. L'article 2, décrivant le but de la Suisse, dit à l'alinéa 1: «La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays.» (Remarque: ces droits comprennent également le droit unique au monde à voter, par exemple, sur l'acquisition d'avions de combat.)

L'alinéa 2 attire l'attention sur les autres tâches de Confédération: favoriser la prospérité commune et le développement durable, maintenir la cohésion interne et la diversité culturelle.

Un lecteur de mon dernier article sur le Gripen, a attiré l'attention sur d'autres gros montants qu'on pourrait comparer avec les coûts de Gripen. J'y ajoute encore l'exemple suivant: la contribution supplémentaire au Fond monétaire international pour aider la Grèce, 10 milliards + le sauvetage de l'UBS, 60 milliards + l'aide au développement, 11,5 milliards + financement de lignes de chemin de fer en Italie et en Allemagne, quelques centaines de millions: 82 milliards = environ 600 Gripen.

Sans tenir compte du fait que le prix unitaire serait nettement moins cher pour un aussi grand nombre, donc, nous aurions pu acheter même 700 ou encore davantage de Gripen avec ces moyens dépensés pour d'autre buts.

Je ne discute pas ici de savoir si ces dépenses sont justifiées ou non, mais avec ces quelques exemples, je veux démontrer quelles énormes sommes nous avons, ou sommes prêts à consacrer à d'autres tâches, qui n'ont rien à voir avec les buts primordiaux de la Suisse selon l'article 2 de la Constitution fédérale.

Je ne met pas non plus la somme d'environ 320 millions, qui devrait être versée annuellement dans le fonds pour l'acquisition des Gripen, en relation avec les 21,5 milliards que nous dépensons annuellement pour le bien-être social, les 7 milliards pour l'éducation, les 8,5 milliards pour les transports, ou d'autres positions de dépenses de la Confédération, mais je démontre les proportions.

Gotthard Frick, Bottmingen

«Obama doit faire preuve ...»
suite de la page 1

des Etats-Unis. La réponse de Washington devrait être mesurée et prendre en compte les risques réels par rapport aux gains possibles. Les sanctions doivent être utilisées avec beaucoup de retenue, vu leur efficacité douteuse et qu'elles ne conduisent souvent qu'à envenimer des positions contradictoires. Des interventions militaires importantes, qu'elles soient unilatérales ou en conjonction avec l'OTAN, doivent être évitées car elles peuvent être perçues comme des provocations, sans offrir de solution aux désaccords existants.

Nous plaidons pour plus, et pas moins, d'engagement diplomatique, sur la base de notre propre expérience en tant que témoins de nombreuses occasions manquées au cours des dernières années, 50 ans et plus, où les Etats-Unis – à notre grand regret – se sont trouvés trop souvent du mauvais côté de l'histoire. Le fiasco de la baie des Cochons en 1961 consolidant le communisme à Cuba; le soutien américain aveugle à des groupes anti-communistes et des partis politiques en Europe affaiblissant des démocraties naissantes et renforçant simultanément la corruption; les ouvertures de l'ancien président soviétique *Mikhaïl Gorbatchev* en matière de désarmement nucléaire total qui ont été ignorées, encourageant ainsi la prolifération nucléaire dans d'autres Etats.

Lorsque l'Union soviétique s'est finalement effondrée, des accords spécifiques visant à réduire les interventions dans les anciens pays du Pacte de Varsovie ont été rapidement ignorés, avec simultanément l'OTAN et l'Union européenne se dirigeant rapidement vers l'est. Le viol de l'économie russe dans les années 1990, conçu par des «entrepreneurs» occidentaux en collaboration avec des oligarques locaux en fut le résultat. Cela a été décrit comme une «thérapie de choc» à l'époque, mais la plupart des Russes y virent, à juste titre, une entreprise de pillage à grande échelle, alimentant une grande partie de la méfiance actuelle envers l'Occident.

La Russie pouvait difficilement ignorer l'encouragement et la participation de facto de Washington au «changement de régime» en Ukraine – résultant dans le renversement du gouvernement régulièrement élu (bien que totalement corrompu) à Kiev. Par ailleurs, la poursuite des efforts de l'Occident pour attirer l'Ukraine dans l'OTAN garantirait l'hostilité russe pendant de nombreuses années à venir. Ce sont des questions existentielles pour Moscou; permettez-nous de vous rappeler un parallèle américain: l'application de la *doctrine Monroe* dans notre propre «arrière-cour».

A notre avis, la situation ne doit pas échapper à tout contrôle. La porte est toujours ouverte à l'application des mesures négociées le 17 avril à Genève. La volonté de la Russie de continuer à travailler avec nous sur la destruction des armes chimiques de la Syrie et sur la question nucléaire iranienne reste encourageante et pourrait favoriser la coopération dans d'autres domaines d'intérêts mutuels.

Perspective

Comme pour la Crimée, avec toute la rhétorique trompeuse remplissant les ondes, nous tenons à vous rappeler que la Crimée est devenue une partie de la Russie à la fin du XVIIIe siècle. Il y a soixante ans, l'ukrainien *Nikita Khrouchtchev,* qui était alors à la tête du Parti communiste soviétique, a simplement donné la Crimée à l'Ukraine – l'une des 15 «républiques» formant l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS). Il n'y avait pas de référendum à l'époque; cela n'était guère plus qu'une formalité, toutes les républiques de l'ex-URSS dansant sur l'air de Moscou.

Le transfert de la Crimée à l'Ukraine commença de façon concrète en 1991, après l'implosion de l'Union soviétique, lorsque les Criméens ne furent plus, de fait, citoyens russes. Le président *Vladimir Poutine* aborda de façon directe ce problème dans son grand discours du 18 mars, quand il rappela que la Russie avait «accepté avec humilité» cette situation en 1991. Il a expliqué que la Russie «traversait alors des temps difficiles et était incapable de défendre ses intérêts».

Aujourd'hui, la Russie est capable de protéger ses intérêts dans les domaines qu'elle appelle ses «frontières proches». Elle n'acceptera pas l'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN. Les tentatives pour imposer cela ne rendra pas l'Europe plus sûre; mais plutôt augmentera le danger d'une guerre.

Il y a une décision importante que vous pouvez prendre, Monsieur le Président. Nous vous recommandons de demander à l'OTAN d'annuler formellement la partie suivante de la déclaration adoptée par les chefs d'Etat de l'OTAN à Bucarest le 3 avril 2008: «L'OTAN se félicite des aspirations euro-atlantiques de l'Ukraine et de la Géorgie à une adhésion à l'OTAN. Nous avons convenu aujourd'hui que ces pays deviendront membres de l'OTAN».

Entretemps, il prévaudra de garder la tête froide. L'envoi d'un nombre important de forces militaires dans les pays riverains de l'Ukraine revient à verser de l'essence sur les feux pour l'instant relativement isolés et se limitant principalement à l'est de l'Ukraine. L'accord fragile conclu à Genève le 17 avril peut encore servir de base à la discussion entre des leaders raisonnables et prévenir provocation, arrogance et escalade qui, il y a 100 ans, mena à la guerre qui devait mettre fin à toutes les guerres. Deux courtes décennies plus tard, la Seconde Guerre mondiale suivit.

Dans le sillage de ce carnage, *Winston Churchill* fit une observation qui s'applique également à notre XXIe siècle: «Parole, parole, parole plutôt que guerre, guerre, guerre.»

Respectueusement soumis par le groupe de pilotage «Veteran Intelligence Professionals for Sanity»:

William Binney, former Technical Director, World Geopolitical & Military Analysis; co-founder, SIGINT Automation Research Center (ret.)

Thomas Drake, former Defense Intelligence Senior Executive Service, NSA

Philip Giraldi, CIA, Operations Officer (ret.)

Larry Johnson, CIA & State Department (ret.)

David MacMichael, former Senior Estimates Officer, National Intelligence Council (ret.)

Ray McGovern, former chief of CIA's Soviet Foreign Policy Branch & presidential briefer (ret.)

Tom Maertens, former Foreign Service Officer and National Security Council Director for Non-Proliferation

Elizabeth Murray, former Deputy National Intelligence Officer for the Near East, National Intelligence Council (ret.)

Todd E. Pierce, US Army Judge Advocate General Corps (ret.)

Coleen Rowley, former Chief Division Counsel & FBI Special Agent (ret.)

Source: *Consortiumnews.com* du 28/4/14

(Traduction *Horizons et débats*)

La démocratie suisse et la question de la liberté dans l'Union européenne

Discours de Václav Klaus du 25 avril 2014 dans le cadre d'une réunion à l'Institut libéral de Zurich

Václav Klaus (photo wikipedia)

Je vous remercie de m'avoir invité en Suisse, ce qui m'a permis de me retrouver à Zurich, une de mes villes préférées. Mais en premier lieu, je vous remercie de m'offrir l'occasion d'y tenir un discours.

L'année dernière en janvier, c'est-à-dire il y a 15 mois, j'ai présenté, ici à Zurich dans ce superbe hôtel, mon livre intitulé «L'Europe a besoin de liberté». La rencontre d'alors avait été organisée par *Avenir Suisse.* Aujourd'hui, j'ai l'honneur de m'adresser à l'Institut libéral renommé et à son public. Je connais depuis longtemps son président, *Robert Nef.* En effet, il y a deux ans j'ai eu la chance d'être invité à présenter une contribution pour le texte publié à l'occasion de ses 70 ans.

Mon livre, intitulé en tchèque «Intégration européenne sans illusions», ne devait pas refléter ma déception actuelle concernant le développement du processus d'intégration européenne. Je n'ai jamais caressé d'illusions à ce propos. Ce qui me tracasse aujourd'hui, c'est que l'Europe continue de s'enfoncer dans une impasse, malgré les difficultés criantes qu'on ne peut cacher et malgré les critiques acerbes dont nous prenons connaissance constamment dans cette Europe, dans laquelle nous vivons. Il semble que les Européens ne s'en soucient guère.

Les résultats désastreux de l'économie, la perte de respect du reste du monde face à l'Europe, le fameux déficit démocratique qui se creuse, l'avancée de la frustration et d'autres caractéristiques du même type, tout ceci ne peut plus être dénié en Europe et ne semble guère inquiéter les gens. C'est ce qui m'interpelle. On peut traiter le débat sur l'Europe de différentes façons. Je souhaite aborder la discussion concernant du débat sur les difficultés de l'Europe en partant de la réaction de l'UE lors du référendum suisse. Ce fut presque une «expérimentation contrôlée», certes non voulue, mais prévisible.

Nous l'avons suivie avec grand intérêt. Les Tchèques réagissent de façon très sensible à l'affaiblissement de la démocratie et de la liberté en Europe – se gardant toutefois de s'immiscer –, respectant l'utilisation des referendums, cette spécificité de la Constitution fédérale suisse. Ils n'ont pas imaginé avoir un quelconque droit de commenter le contenu du référendum ou de son résultat. Les Tchèques respectent la liberté des Suisses de pouvoir procéder selon leurs propres choix. Nous ne sommes pas aveuglés par le politiquement correct. Nous n'avons pas encore oublié l'ère communiste.

La question traitée dans ce référendum devait être posée depuis longtemps. Les mouvements de populations à travers les frontières de pays souverains, renforcés depuis des années, voire des décennies, détruisent systématiquement la cohérence et la gouvernance de ces pays. La vie n'en est pas rendue plus agréable pour autant, mais bien au contraire plus désagréable et plus difficile. C'est – à mon avis – ce que beaucoup de Suisses ressentent, y compris ma sœur qui vit dans la région de Zurich depuis août 1968.

La vague migratoire actuelle en Europe se fonde sur le désintérêt marqué des frontières, l'acceptation grandissante de l'idéologie du multiculturalisme et l'extension d'un Etat social toujours plus généreux. Ces trois aspects tiennent une place importante dans la conception d'une Europe, certes, non encore transformée en idéologie, mais qui influence depuis quelque temps la pensée et le comportement des gens de notre continent.

La Suisse, en tant que pays riche à grande tradition démocratique avec une société ouverte, est devenu un objectif pour de nombreux immigrants non-politiques. C'est pourquoi cette question prend ici plus d'importance que dans mon pays, où le nombre des personnes nées à l'étranger est encore plus restreint. Pendant toute l'ère communiste nous avons vécu dans un pays partiellement refermé sur soi, non seulement entouré de frontières, mais aussi, et c'était plus grave et plus menaçant, du rideau de fer. Le communisme interdisait pratiquement tout, y compris l'immigration.

Suite page 5

Un plaidoyer pour la citoyenneté et la démocratie

Sortir du conflit social – au lieu de se disputer sur les salaires minimums

par Ivo Muri, entrepreneur et chercheur (Zeitforscher), Sursee

En Hongrie, un enseignant gagne, avec un peu de chance, 300 euros par mois. En Autriche voisine, un enseignant obtient déjà 3000 euros. En Suisse, pays voisin, de l'Autriche, les enseignants gagnent 6000 francs suisses et même plus. Il n'y a rien à objecter, car les enseignants en Suisse accomplissent un travail d'une importance sociale majeure. Ils travaillent pour le bien-être de nos enfants et ont beaucoup investi dans leur formation. Vous allez certainement y consentir. Néanmoins, il faut se demander si ce n'est pas aussi valable pour les enseignants hongrois et autrichiens? Les enseignants en Hongrie fournissent, eux aussi, un apport important pour que la vie réussisse dans leur patrie.

Pourquoi, en Suisse, un enseignant doit-il gagner davantage qu'un enseignant en Hongrie – étant donné que nous avons des libres marchés?

Le principe de l'économie du libre marché est valable.

On pourrait objecter que pour un enseignant hongrois le coût de la vie est moins élevé que pour l'enseignant suisse. Il en va de même d'ailleurs pour les hommes politiques et les fonctionnaires. Eux aussi, en Suisse, gagnent beaucoup plus qu'en Hongrie. Et eux aussi, en Suisse, ont un coût de la vie plus élevé.

Les syndicats se réfèrent exactement à ce coût de la vie quand ils revendiquent un salaire minimum de 4000 francs suisses pour tous les travailleurs.

Les soi-disant «associations patronales» sont effarées. Dans le Jura, le coût de la vie est différent de celui de Zoug ou de Zurich. En Suisse, on ne peut pas garantir un salaire minimum aussi élevé – disent-ils. Les salaires des managers pourtant ne posent pas de problème. Il faut pouvoir les payer tout simplement, car le marché global des managers le demande.

Apparemment, il y a beaucoup de gens à consentir à cette argumentation.

Mais qu'est-ce qui ne va pas et d'où vient vraiment la dispute entre les associations patronales et les syndicats, lorsque, au fond, tous les deux ont raison?

Pourtant, vous le savez, moi, je sais et nous tous, on pourrait le savoir depuis longtemps. Ce qui est faux, ce sont les théories économiques qu'on enseigne depuis 1989 dans nos universités et dans nos hautes écoles spécialisées.

Commençons par la phrase remarquable prise dans le livre «Volkswirtschaftslehre» [Economie politique] de *Rolf Dubs,* que tous les diplômés de l'*Ecole supérieure de cadres pour l'économie et l'administration* (ESCEA) doivent, aujourd'hui encore, apprendre par cœur:

«Ainsi, l'économie du libre marché continue à être une image idéale. A cause d'une fausse vision de l'homme, elle porte déjà en soi la tendance à l'autodestruction». Dubs écrit cela dans l'édition de son livre datant de 1982, et il n'en a rien changé dans l'édition récente de son livre.

Qu'est-ce qui s'est passé depuis? Pourquoi avons-nous dérégulé, mondialisé et privatisé malgré tout?

Les associations patronales et les syndicats, les hommes politiques de droite ou de gauche pensaient que la vie s'améliorerait pour tous les hommes si l'on établissait le libre échange, en Suisse et dans le monde entier. Le libre échange rend libre – croyaient-ils.

Tous les économistes avertissant que le libre échange, dans l'histoire de l'humanité, n'avait jamais marché furent, scientifiquement, mis sur une voie de garage. On leur rit au nez, publiquement et les désigna comme rétrogrades et utopistes et on les étiquetait de «communistes», «nationalistes» et, au pire des cas, de «néonazis».

Le débat sur les salaires minimums est cependant clair: Il n'y a pas, à longue terme des salaires minimums sans prix minimums. Et comme les entreprises dans un marché mondialisé, dérégulé et privatisé ne peuvent pas obtenir de prix minimums, ils ne peuvent pas, par conséquent, garantir des salaires minimums. Précisément les pays à standards sociaux et écologiques les plus élevés tels que la Suisse, sont perdants dans cette concurrence brutale progressive et détruisent ainsi leurs propres institutions sociales. Les retraites ne sont plus garanties et les coûts de la santé explosent. Les niveaux des prix et des salaires, à l'intérieur de l'Europe et d'autant plus à l'échelle mondiale, diffèrent à un tel point qu'à la longue, aucun pays ne pourra garantir les salaires et ainsi des revenus assurés pour sa propre population – quand règne le libre échange. Cette connaissance ne date pourtant pas d'aujourd'hui.

C'est devenu visible il y a quelques années déjà. Les commerçants de Sursee se souviennent que le directeur des constructions de la ville de Sursee a déclaré lors d'un apéro de commerçants en 2006: «Il n'y a plus de protection pour les commerces locaux.» A l'époque, la grande majorité ne s'est pas rendu compte du risque que les salaires des fonctionnaires, des enseignants et autres pourraient également mis sous pression.

Pourtant il est de plus en plus évident: comme nous ne pouvons plus garantir la protection de la production locale dans le cadre de la mondialisation, nous ne pouvons pas davantage prendre la défense du salaire minimum et d'autres acquis sociaux, tels que nous les avons connus en Suisse au temps de l'économie de marché sociale.

Concrètement: nous nous appelons encore citoyens et citoyennes – mais nous ne pouvons plus nous porter garant pour l'autre. Aujourd'hui, dans une Europe centralisée, tous les Européens doivent se porter garant l'un pour l'autre. Par conséquent, en Europe actuelle, nous sommes responsables de tous les Européens – et en même temps de personne.

Encore plus concrètement: nous avons aboli en Suisse l'autodétermination et ainsi la démocratie directe.

Sauve qui peut – sera la devise dans une telle situation.

Mais qu'est-ce que nous pourrions faire pour sauver la démocratie directe en Suisse?

Est-ce que tout est déjà perdu?

Non, rien n'est encore perdu – mais nous ne pouvons plus continuer la voie bilatérale si nous voulons laisser à nos enfants une démocratie directe dans laquelle ils peuvent maintenir pour eux-mêmes et pour leurs concitoyens une existence économique assurée.

Que pourraient faire les syndicats?

Certes, les chefs des syndicats pourraient considérer qu'il serait agréable pour eux de travailler à Bruxelles en tant que collaborateurs cadre des syndicats internationaux, en s'engageant en faveur de la justice dans toute l'Europe, mais ils pourraient aussi se rendre compte qu'il serait peut-être plus sensé, dans le sens de notre démocratie directe, de s'engager ici sur place pour la protection du commerce local et de ses employés. Les syndicalistes pourraient reconnaître que le droit de protection du petit protège mieux la propre clientèle – soit les salariés – que le libre échange incontrôlable de marchandises, d'argent et de personnes.

Que pourraient faire les associations patronales

Les associations patronales pourraient se rendre compte qu'il est certes agréable d'être actifs autour du globe et d'atteindre des marges de rêve en produisant tout dans des pays à bas salaires, pour importer les produits ici en Suisse, mais que ça fait quand même mal au cœur de constater comment les jeunes gens, ici en Suisse, sont lancés dans un combat de travail pour le travail brutal et croissant avec des jeunes gens du monde entier. Un conflit social dans lequel nos enfants ne peuvent que perdre parce que nous, ici en Suisse, avons, justement à cause de nos assurances sociales fortes, d'autres structures de coûts fixes, alors que les jeunes gens dans les pays à bas salaires eux, sont prêts à travailler comme des esclaves pour un salaire de misère.

Qu'est-ce que je veux dire par là?

Arrêtons donc d'attiser, ici en Suisse, le conflit social. Commençons ensemble à reconstruire les structures de l'économie de marché sociale que nous avions encore au sein de l'A.E.L.E. et que nous venons de détruire. Rétablissons le libre-échange dans une mesure démocratiquement supportable, en nous autogouvernant de nouveau, au lieu de nous laisser gouverner par la main invisible du marché, par le capitalisme international.

Assumons plutôt la part de responsabilité de notre bien-être ici sur place, au lieu d'en déléguer la responsabilité à une formation anonyme, que la guilde globale des finances et des politiciens qualifie de «marché».

De quoi est-ce que nous avons besoin pour sortir du conflit social mené de manière de plus en plus polémique et par lequel nous continuons à détruire notre existence de base commune?

Nous avons à nouveau besoin d'un contrôle de la circulation du capital au lieu de la libre circulation du capital.

Nous avons besoin de taxes à l'importation au lieu d'une libre circulation de la marchandise.

Nous avons besoin d'un contingentement des forces de travail au lieu de la libre circulation des personnes.

Et de ça, nous n'en avons pas besoin parce que nous aurions peur d'un étranger économiquement plus fort. Nous n'en avons pas non plus besoin sous le prétexte que nous serions des nationalistes rétrogrades ou même des égoïstes.

Nous, les Suisses, sommes aujourd'hui encore le seul membre de l'ONU avec une démocratie directe. Et nous avons le droit de nous porter garants nous-mêmes en tant que citoyens et citoyennes ici sur place – de nous gouverner nous-mêmes au lieu de nous laisser gouverner par le capitalisme international.

Dans le système actuel du capitalisme international, tous les citoyens du monde essaient de se porter garants pour tous les citoyens du monde. Pourtant nous constatons de plus en plus: cela ne fonctionne pas parce que ça nous dépasse tous. L'idée du cosmopolitisme est trop loin de la mesure humaine et ainsi trop loin du domaine d'influence de chacun. Une Europe confédérée d'après le modèle suisse – c'est ce que nous avons eu avec l'A.E.L.E., et c'est ce que nous devrions rétablir.

Ou comme le président *de Gaulle* l'a déjà dit: «Nous avons besoin de l'Europe des nations et des régions». «Il n'est jamais trop tard de le (re)faire». •

(Traduction *Horizons et débats)*

Comment agir en cas de pénurie de pétrole et de gaz et en situation de panne de courant?

Leçons tirées de l'histoire des ressources énergétiques suisses: Plaidoyer pour une politique des ressources énergétiques régionales et durables et les ressources renouvelables – une possible contribution à la paix d'un petit Etat

par Tobias Salander, historien

Dans des situations de crise comme celle actuellement en Ukraine, la question de l'approvisionnement énergétique est à nouveau primordial. Qu'il s'agisse d'une panne de courant généralisée, d'une réduction ou d'une coupure de l'approvisionnement en pétrole ou en gaz, comment réagir dans une telle situation? En particulier, dans un petit Etat qui n'est pas toujours entouré que d'amis et ou l'on sait qu'entre Etats, il n'y a jamais d'amitié mais uniquement des intérêts? Dans lequel on a déjà été menacé «de sortir la cavalerie»? Dans lequel on est soudainement encerclé par un pacte belliciste, prenant parti unilatéralement? Si l'article 5 du Traité de l'OTAN devait entrer en vigueur, soit par une opération sous une fausse bannière, comme cela est discuté actuellement en Turquie (cf. «Neue Zürcher Zeitung» du 29 mars 2014: «Comment provoquer une guerre en Syrie – des exercices tactiques insensés à Ankara», par Inga Rogg), soit par une attaque véritable contre un membre de l'OTAN, ou bien par une attaque terroriste comme celle du 11-Septembre, où, pour la première fois dans l'histoire de l'OTAN on a invoqué la «clause de défense mutuelle» – dans un tel cas un petit Etat comme la Suisse auquel incombent tous les droits et les devoirs d'un Etat neutre, se retrouverait dans une situation désagréable. Faut-il accorder des droits de survol? Et que faire si les avions participent à une guerre d'agression en violation du droit international? Comme l'a publiquement avoué l'ancien chancelier allemand Schröder concernant la guerre du Kosovo de 1999? (cf. «St. Galler Tagblatt» du 1er mai 2014, p. 6, «Als Kanzler habe er auch einmal so [völkerrechtswidrig] gehandelt. Im Jugoslawienkonflikt habe Deutschland – ohne Sicherheitsrats-Beschluss und also völkerrechtswidrig – Flugzeuge nach Serbien geschickt») [Comme chancelier, j'ai également agi ainsi, une fois. Lors du conflit des Balkans – sans décision du Conseil de sécurité et donc en violation du droit international – j'ai envoyé des avions en Serbie.] Met-on à disposition ses aéroports? Pourrait-on toutefois les protéger sans forces aériennes sérieuses, sans le Gripen? Et comment l'énergie nécessaire serait-elle acheminée dans notre pays? Le flux de pétrole ou de gaz pourrait-il être lié à certaines conditions?

Pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale, la Suisse a très vite perdu sa souveraineté énergétique et sa liberté économique. On s'est donc fait dicter bien des choses par les alliés et par les nazis. Pendant la guerre froide, on a suivi, dans notre pays, avec grande inquiétude, notamment la chute du Premier ministre iranien Mossadegh en 1953: apparemment la grande puissance occidentale victorieuse n'a pas hésité à fomenter un coup d'Etat contre un Premier ministre élu par le peuple lorsqu'il s'agissait de la mainmise de ses multinationales sur les champs de pétrole. Plus d'un, par ici, était bien content que la Suisse ne possède pas de grandes quantités de pétrole. Mais comme nous disposons du deuxième plus grand château d'eau de la planète, cela présage rien de bon pour le XXIe siècle. Laissons aux lecteurs le soin d'en tirer les conséquences en tant que citoyen et de rechercher le débat politique pour assurer la survie de notre petit Etat, dans une période, où trop souvent le pouvoir semble passer avant le droit – si l'on ne s'en défend pas en incluant tous les domaines de la vie!

Cette petite histoire suisse, incluant les questions énergétiques, est fondée sur un premier article paru dans Horizons et débats n° 9 du 4 mars 2013 (www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=3846). Basé sur l'excellent ouvrage de l'historien bâlois Daniele Ganser intitulé «Europa im Erdölrausch», nous présentons la crise du Suez de 1956, les crises pétrolières de 1973 et 1979 ainsi que les guerres du Golfe avec un focus spécial sur l'histoire des ressources. L'examen du livre de Ganser permet au lecteur une compréhension approfondie des raisons et de la nécessité d'un éventuel tournant énergétique.

La crise de Suez a révélé une dépendance fatale de la Suisse au pétrole

Bien que la crise du Suez en automne 1965, avec la fermeture temporaire du canal du Suez, n'ait pas causé une réelle pénurie de pétrole en Europe ou en Suisse, elle a tout de même clairement montré à quel point la Suisse était mal préparée à un blocus. La «Neue Zürcher Zeitung» constata que les trois quarts du pétrole nécessaire pour la Suisse provenaient du Proche-Orient. Notamment l'armée n'aurait, en situation de crise, très vite plus eu d'essence à disposition. Etant donné que la Suisse ne possédait pas de raffinerie, on aurait en outre été dépendant de l'Italie, de la Belgique ou de la Hollande. Les quatre dimanches sans voitures, ordonnés par le Conseil fédéral, à la fin de la crise de Suez avaient un caractère plutôt symbolique et devaient diriger l'attention sur le problème.

Le fait que Swisspetrol n'ait pas découvert de ressources significatives de pétrole est une aubaine pour la Suisse

Bien que la presse suisse ait décrit le pétrole comme un liquide dangereux car il éveillait la convoitise et nuisait aux paysages, *Swisspetrol* tenta malgré tout de trouver du pétrole. Et cela, avant tout, pour réduire la dépendance révélée lors de la crise de Suez. Rappelons-nous: *Swisspetrol* fut fondé en 1959 en tant que holding, avec une majorité d'actions suisses, devant contrôler la recherche et l'exploitation de pétrole en Suisse.

Werner Niederer, président d'AVIA (Association suisse des importateurs de pétrole), a soutenu cette recherche de pétrole par *Swiss-*

Suite page 6

«La démocratie suisse et …»
suite de la page 4

A mon avis, le référendum suisse n'a provoqué qu'une seule surprise: la petite différence en faveur du oui. L'envergure du problème semble plus grande que la différence entre le oui et le non. Malgré cela, le référendum a été mal interprété en Europe et surtout à Bruxelles. Pour ma part, je ne l'ai pas compris comme un refus de l'immigration, mais comme une communication: soyons un peu plus prudent et moins rapide avec l'immigration en Suisse. Chaque Etat souverain doit avoir le droit de s'exprimer ainsi.

Malheureusement, les nouvelles élites européennes, ces multi-culturalistes inconscients, ces mondialistes enthousiastes et ces européistes incapables d'écouter, le voient autrement. Ce n'est donc pas une surprise que ce référendum ait déclenché consternation et panique à Bruxelles. Nous sommes nombreux à savoir que l'UE est une entité post-démocratique et post-politique.

Après dix années (moins cinq jours) d'adhésion à l'UE, nous le ressentons fortement en République tchèque. Nous, le peuple, n'avons pas de raison de fêter cet anniversaire. L'analyse coûts-bénéfices n'est pas évidente. Nous ne sommes pas sûrs d'y avoir gagné.

Les politiciens de haut niveau de l'UE ont un autre regard. A plusieurs reprises, ils ont pu toucher du doigt les résultats de plusieurs référendums, tenus dans différents pays de l'UE, et dont les résultats étaient pour eux non-européens, politiquement incorrects. Ils exigent de nous une mentalité continentale, ils veulent se défaire de l'Etat national, ils veulent se débarrasser du rôle des frontières étatiques. Ils veulent affaiblir la solidité et la cohésion des nations. Tout cela mène à favoriser une migration illimitée. Je m'attendais à ce qu'ils soient frustrés par votre référendum.

La rencontre de ce jour a été organisée par l'Institut libéral. Je suppose que le public ici présent sait qu'il s'agit en substance, dans tout ce débat, de rien d'autre que de la liberté. On devrait pouvoir s'attendre à ce que les défenseurs traditionnels de la liberté, les libéraux européens (il est nécessaire de parler de libéraux classiques pour les distinguer des libéraux américains selon *Obama*) comprennent cette question et soient capables de l'interpréter correctement, qu'ils sachent où ils en sont et quel doit être leur comportement. Je suis déçu de constater que de nombreux libéraux classiques européens sont désorientés dans ce domaine. Ils considèrent que toute liberté est en soi positive, d'où la conception que la liberté illimitée de l'immigration est à saluer. Je ne le comprends pas.

J'ai passé près de cinquante ans en Tchécoslovaquie communiste où l'on m'a empêché de voyager librement à l'Ouest. A cette époque, j'ai pu passer quelques heures en Suisse, alors que je me rendais en été 1965 en France en train. Par la suite j'ai dû attendre 1990 pour participer au Forum économique mondial de Davos, en tant que ministre des Finances d'une Tchécoslovaquie enfin libérée.

Selon mon expérience, je dois établir une distinction entre émigration et immigration. Nous étions frustrés de ne pouvoir nous rendre à l'étranger, et de pouvoir émigrer, mais je n'ai jamais considéré que j'avais un droit à immigrer dans un pays quelconque.

A mon grand regret, cela n'a pas été compris par de nombreux collègues libéraux. Ils soutiennent tout affaiblissement des Etats européens, ce qui finalement pourrait avoir un effet très antilibéral. C'est un exemple illustrant l'adage bien connu de *Frédéric Bastiat* «Qu'est-ce qui est visible et qu'est-ce qui ne l'est pas?» («What is Seen and What is Not Seen?»)

Cela me tracasse. Le report des compétences de certains Etats au sein de l'UE consiste généralement en un affaiblissement malheureux de l'institution étatique en faveur d'un renforcement d'un super-Etat européen, de l'UE, moins démocratique que chacun de ses Etats membres. L'intégration européenne actuelle ne promeut pas la liberté et la démocratie en Europe, mais l'affaiblit. Il est bien dommage que certains des disciples de «Mises et Hayek» ne le comprennent pas.

La question de la liberté en Europe trouve une nouvelle dimension en regardant ce qui se passe actuellement en Ukraine. Je suis fortement convaincu que nous avons affaire à une fausse interprétation des événements se déroulant dans ce pays ainsi qu'à une nouvelle vague de lavage de cerveaux. Certains politiciens et militants en Europe (et aux Etats-Unis) ont tenté une instrumentalisation de l'Ukraine pour faire redémarrer les affrontements entre l'Occident et la Russie. L'Ukraine, de longue date fragilisée tant dans le domaine politique qu'économique a été mise sous pressions et a servi d'instrument. Vouloir contraindre ce pays à choisir d'un moment à l'autre s'il veut se tourner vers l'Ouest ou vers l'Est est la meilleure méthode pour le faire exploser.

Fin février, dans sa prise de position publique, mon Institut – l'IVK – l'a formulé sans ambages: «Contraindre l'Ukraine à prendre une décision soit en faveur de l'Occident, soit en faveur de la Russie détruirait le pays … Cela mènerait le pays dans un conflit insoluble qui ne pourrait se terminer que tragiquement.» Je regrette que c'est précisément ce qui se passe en ce moment.

Les médias et les politiciens soumis au courant dominant, utilisent de préférence des méthodes à la Orwell – tel son célèbre «Newspeak». Ils tentent de nous convaincre que leur immixtion dans les affaires de l'Ukraine relève de la sauvegarde de la liberté et de la démocratie. Tout est faux. Pour y sauver la liberté et la démocratie, il faut autre chose. L'Ukraine doit avoir la possibilité de régler ses problèmes sans intervention de l'extérieur, ni de l'Ouest, ni de l'Est.

Je m'attends à être interpellé sur la question de l'annexion de la Crimée par la Russie, ou sur l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968, par rapport à ce qui s'est passé récemment en Crimée. Je prétends que la gigantesque déstabilisation politique de l'Ukraine n'était pas une réelle révolte du peuple, mais une révolution importée non advenue en Russie. Ses organisateurs avaient d'autres objectifs et ambitions que d'introduire la liberté et la démocratie en Ukraine. Ils voulaient provoquer un affrontement avec la Russie. La confusion orwellienne entre causes et effets se retrouve ici. Dans la deuxième prise de position publique de mon Institut à ce sujet (début mars) nous l'avons formulé ainsi: «Il est évident qu'il y a une relation entre cause et effet. D'abord il y a eu les événements du Maïdan à Kiev, puis ceux en Crimée. Nous ne devons pas commencer par la fin.»

Provoquer artificiellement une nouvelle ère de tensions en Europe et dans le monde, déstabiliser le statu quo mondial et en revenir à la guerre froide ne serait-ce qu'en parole, est une méthode dangereuse pour détourner l'attention des populations des échecs évidents du processus d'intégration européen, de l'euro, des dettes insupportables et des manœuvres géopolitiques incompréhensibles pour les gens normaux.

Les victimes de ces ambitions sont l'Ukraine et ses populations. Elles n'ont pas besoin de tels événements qu'elles n'ont pas mérités. Cela est vrai même si la responsabilité incombe aux politiciens ukrainiens qui ne se sont pas montrés capables de résoudre les problèmes de longue date du pays. C'est impardonnable, deux décennies après la chute du communisme. L'Ukraine n'a pas accompli les transformations économiques et politiques nécessaires.

Les démocrates européens, c'est-à-dire nous tous, en sont eux aussi les victimes. On utilise très vite cette atmosphère d'affrontements, de danger et de peur pour accélérer le processus de centralisation, pour la mise sur pied d'un super Etat européen centralisé avec des droits citoyens restreints. En Europe, c'est la démocratie qui en est la victime.

L'atmosphère régnante nous rapproche du «Meilleur des mondes» d'*Aldous Huxley,* publié il y a 80 ans. Nous, les Tchèques avons eu, une forme de «Brave New World», c'était le communisme, éliminé il y a 25 ans, nous en savons quelque chose. Nous ne sommes pas naïfs et n'avons pas imaginé que l'adhésion à l'UE serait l'entrée au paradis. La réalité est toutefois plus grave qu'on ne s'y attendait.

Nous, du moins certains d'entre nous, savions que l'adhésion à l'Union européenne créerait de nouvelles difficultés. Nous souhaitions avoir une société véritablement libre, libérale. Mais l'adhésion à l'UE nous a apporté un retournement dramatique – après la phase de libéralisation radicale dans les années 1990: de la dérégulation à une régulation croissante, de la suppression de toutes subventions à leur réintroduction, du retrait de l'Etat de l'économie à une intervention étatique croissante, du renforcement de la responsabilité individuelle à une dépendance accrue de l'Etat et de son système social. Nous craignons que la crise ukrainienne ne soit utilisée pour accélérer encore davantage ce processus. •

Source: *www.klaus.cz/clanky/3563*
(Traduction *Horizons et débats*)

«Comment agir en cas …»
suite de la page 5

petrol dans un souci constant de rappeler le grand danger représenté par le pétrole et le rôle de celui-ci dans la quasi totalité des conflits internationaux depuis la Seconde Guerre mondiale. Il put affirmer cela sans pour autant être étiqueté de «conspirationniste». A la différence des détracteurs des guerres pour le pétrole de *Bush* depuis 2003 …

En été 1957, une filiale de *Swisspetrol,* la *Schweizerische Erdöl AG* (SEAG) commença à effectuer des mesures sismiques dans le sol du Plateau suisse. La majorité de la population suisse ne fut pas du tout favorable à cette recherche de pétrole. Bon nombre de citoyens suisses se réjouirent du peu de succès émanant des forages car, à l'instar de Werner Niederer, ils étaient persuadés que le pétrole n'attirait que des guerres.

Entre 1960 et 1970, 17 forages en profondeur furent effectués en Suisse, et on découvrit véritablement du gaz et un peu de pétrole: en 1964, on découvrit 300 000 m³ de gaz naturel près du couvent de St. Urban (LU), qui ne purent cependant pas être utilisé et durent être brûlés. En 1980, on trouva à Finsterwald dans l'Entlebuch 74 millions de m³ de gaz naturel pouvant être exploités par la suite. En comparaison: cela correspond à 2,5% de la consommation annuelle en Suisse de 2004. En 1994, le puits de forage de Finsterwald fut fermé, n'étant plus rentable. La *Swisspetrol Holding* fut dissoute. Finsterwald causa une perte de 27 millions de francs.

Du pétrole bon marché encourage le gaspillage

Jusqu'en 1973, le pétrole était bon marché, le baril coûtait moins de 2 dollars. Cela déclencha une véritable ruée sur l'or noir. Jusqu'en 2000, il fallait toujours et encore dépenser moins de 20 dollars le baril. La Suisse vécut pendant ces années-là, de 1950 à 1970, un vrai miracle économique. La croissance économique s'élevait souvent à plus de 4%. Comparé aux salaires, le prix de l'essence baissa du facteur 5 entre 1950 et 1990. Partout le «plastic», donc un dérivé du pétrole, commença à remplacer le bois et le métal.

Etant donné que le pétrole était bon marché, on n'eut pas à se préoccuper d'alternatives. On vivait dans l'abondance et le gaspillage. Des problèmes tels, la dépendance des importations, les guerres pour les ressources, la pollution de l'environnement, les gaz à effet de serre étaient totalement absents dans les médias: la population voyait les choses positivement. Cela ne commença à changer qu'avec le rapport du Club de Rome dans les années 1970, une critique fondamentale du modèle de croissance, par la théorie de la Croissance zéro, attirant l'attention sur les limites des ressources pétrolières – avec néanmoins un arrière-plan en place.

La crise du dollar fut la vraie cause de la crise du pétrole de 1973

Pendant l'hiver 1973 – les lecteurs plus âgés s'en rappellent certainement – le prix du pétrole augmenta de 400%, de 3 à 12 dollars le baril. Des prix qui nous font sourire de nos jours, mais à l'époque cela déclencha un choc. Dans un grand nombre de pays industrialisés la circulation en automobile fut interdite un certain nombre de dimanches. En Suisse également, les routes étaient presque vides pendant trois dimanches.

Aujourd'hui, on sait que ce n'était pas une crise de la quantité mais une crise du prix! Car les stocks étaient remplis à ras bord, il n'y eut nulle part de pénurie – mais les gens l'ont ressenti différemment. Les conséquences? En 1974, l'économie mondiale s'enfonça dans une récession, les actions perdirent 50% de leur valeur. Il s'agissait de la plus grande crise de l'après-guerre. En Suisse, 10% des emplois disparurent, cela correspondait à l'époque à 300 000 emplois. Maintenant, il est à l'ordre du jour, de faire des économies, selon la devise: chauffer moins, éclairer moins et conduire moins.

Dans son livre, *Daniele Ganser* prouve méticuleusement que la cause centrale de la crise du pétrole était fondée sur la crise du dollar qui l'avait précédée. (cf. *Horizons et débats* n° 1/2 du 14 janvier 2013).

Pas de problèmes d'approvisionnement – mais malgré tout des hausses de prix

Au beau milieu de la crise du prix du pétrole, en novembre 1973, le Conseil fédéral invita la population suisse à économiser l'énergie. Il recommanda de restreindre la circulation, de mieux isoler les maisons, de ne plus chauffer les pièces à plus de 20 degrés, de se baigner moins et de partager les chambres à coucher à plusieurs. Novembre 1973 fut en Europe le mois de l'économie d'énergie.

Le 13 novembre le conseiller fédéral *Ernst Brugger* attira l'attention sur le fait que l'approvisionnement ne présentait jusqu'à ce moment pas de difficultés. Le délégué du Conseil fédéral pour la prévoyance en cas de guerre, *Otto Niederhauser,* déclara également qu'il n'y avait pas de pénurie et que les stocks obligatoires suffiraient pour six mois. Malgré tout, le surveillant des prix dut négocier durement avec les sociétés pétrolières, sinon les prix de l'essence auraient augmenté encore davantage.

Le 14 novembre 1973, le Conseil fédéral décréta une vitesse maximum de 100 km/h pour les autoroutes. Et le 21 novembre 1973, les dimanches sans voitures furent décrétés pour le reste du mois de novembre et les deux dimanches suivants – bien qu'il n'y avait pas de manque de carburant. En outre, on soumit le pétrole à des contingents pour arriver à des économies allant jusqu'à 20%.

Conseil fédéral: «Ce marché international du pétrole est très peu transparent»

Le fait que le Conseil fédéral ait accompli tout cela nous étonne aujourd'hui, car les recherches montrent qu'en novembre 1973 on avait importé davantage de pétrole que le même mois des deux années précédentes: 8% de plus. Il n'y avait donc pas de pénurie. Le conseiller fédéral *Brugger* avoua cette fausse estimation et souligna, lui-même, son propre étonnement et son incompréhension au sujet des développements dans le marché mondial du pétrole.

La conclusion de Ganser est la suivante: le marché international du pétrole est réellement bien opaque. On pouvait aussi se demander si l'embargo contre les Etats-Unis avait réellement eu lieu, car les pétroliers américains avaient été chargés en Arabie saoudite, selon le journal britannique *The Economist* de novembre 1973.

Les Pays-Bas également, le deuxième pays exposé officiellement à un embargo pétrolier par OPEP, *Organisation des pays exportateurs de pétrole,* n'eut à souffrir de rien. A Rotterdam le marché du pétrole se déroulait normalement.

Les journaux suisses firent également part de leur méfiance: les sociétés internationales et les Etats-Unis étaient eux-mêmes particulièrement intéressés à la hausse du prix du pétrole! La pénurie aurait été attisée artificiellement. Un avis partagé aux USA également par le dirigeant syndicaliste *Charles Levinson. Werner Flachs* par contre, directeur général de *Shell Switzerland* et président de l'*Association pétrolière,* déclara que cette thèse était absurde. Par contre un certain nombre de parlementaires suisses n'étaient pas du même avis. Le conseiller national POP *Jean Vincent* était sûr qu'il n'y avait pas de crise du pétrole, mais qu'il y avait des «pratiques criminelles des monopoles pétroliers». Le conseiller national PDC *Edgar Oehler* parla d'un double chantage par les Emirats arabes et les sociétés pétrolières. Et le conseiller national socialiste *Otto Nauer* constata que la souveraineté d'un pays devenait une farce, face au diktat des prix des sociétés pétrolières.

Le Conseil fédéral lui-même fit un bilan autocritique: en décembre 1973, Ernst Brugger avoua les fausses estimations et précisa: «Ce marché international du pétrole est peu transparent c'est vraiment un sujet difficile à saisir». Même les Etats-Unis n'y voyaient pas clair, déclara-t-il.

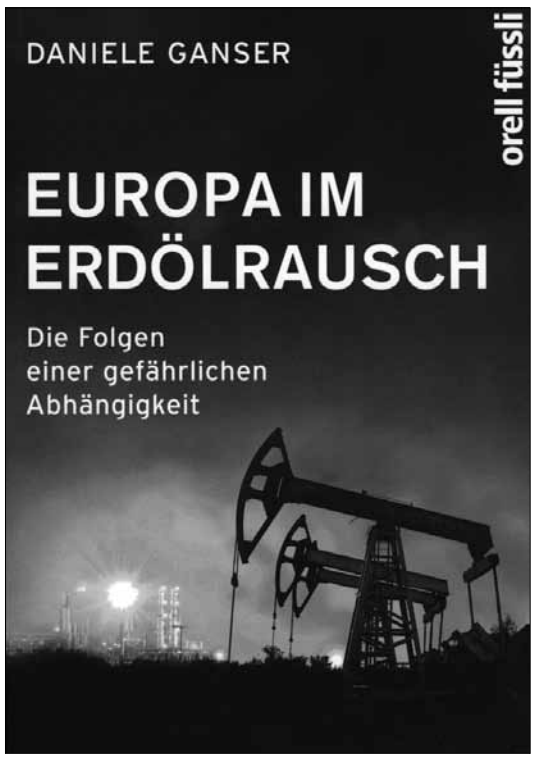
Résultat de la crise de 1973: diversifier l'approvisionnement énergétique …

L'aspect positif de la crise de 1973, malgré toutes ses incohérences, est d'avoir attiré l'attention sur le problème des ressources limitées. C'est ce qu'ont souligné également les experts de la *Conception globale de l'énergie* (CGE) nommés par le Conseil fédéral.

Les faits étaient les suivants: en 1973, le pétrole couvrait environ 80% du besoin en énergie de la Suisse – en 2012, toujours et encore 57%. Du point de vue de l'autarcie énergétique la situation était estimée comme étant pire que celle de la Seconde Guerre mondiale, car le pétrole venait à cette époque-là de l'extérieur de l'Europe, contrairement au charbon. Le Conseil fédéral tira les conclusions suivantes de la crise de 1973: selon le conseiller fédéral *Willy Ritschard* en 1974, il était nécessaire de trouver un approvisionnement diversifié en énergie, autant des produits bruts que de ceux provenant des divers pays livreurs.

… et miser davantage sur l'énergie nucléaire

Etant donné que l'uranium était plus facile à importer que le pétrole, il fallait entre autre encourager l'aménagement de centrales nucléaires. A l'époque de la crise du pétrole, la Suisse disposait de trois centrales nucléaires: *Beznau I,* construit en 1969, était



ISBN 978-3-280-05474-1

la première centrale nucléaire en Suisse. Ont suivi en 1972 *Beznau II* et *Mühleberg.* En 1973, une quatrième centrale était en construction: *Gösgen*.

Mais des grandes parties de la population n'étaient pas d'accord avec cette alternative au pétrole. Ce qui créa en 1974 une grande manifestation contre la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst. Pas seulement à Kaiseraugst mais aussi à Rüthi, à Graben, à Inwil et à Verbois, il fut impossible, suite à cette opposition, de construire les centrales nucléaires planifiées. Actuellement, il y a en Suisse cinq centrales nucléaires en service; grâce à des contrats de livraison avec des centrales nucléaires françaises notre pays dispose de suffisamment de courant – du courant nucléaire.

En 1978, la GEK exige entre autre l'extension des énergies renouvelables

L'Association des entreprises électriques suisses tira également ses conclusions de la crise pétrolière. Résultat: dans le domaine de la production de la chaleur, le pétrole doit être remplacé par de l'électricité issue de centrales nucléaires et de centrales hydrauliques.

Outre l'utilisation d'uranium et d'énergie hydraulique, le Conseil fédéral misa sur l'importation de gaz naturel. Aujourd'hui en Suisse, le gaz occupe après le pétrole et l'énergie hydraulique, la troisième place des sources d'énergies, devançant même l'énergie nucléaire.

Afin de regrouper tous les efforts dans le domaine de la sécurité de l'énergie, le Conseil fédéral a mis en place le 23 octobre 1974 la Commission fédérale pour la conception globale de l'énergie (CGE). Le conseiller fédéral *Ritschard* nomma *Michael Kohn* président de la Commission – donc un partisan connu de l'énergie nucléaire. Etant donné que les deux tiers des membres étaient proches de l'industrie de l'électricité, l'Association pétrolière ne s'en réjouit pas du tout. Elle s'opposa avant tout à la taxe sur le pétrole, destinée à subventionner d'autres sources d'énergie.

Après 4 ans de travail, la Commission présenta en 1978 son rapport final, intitulé «Le concept suisse en matière d'énergie». Elle y énuméra les recommandations suivantes:

- le pétrole doit être remplacé par d'autres sources énergétiques,
- les sources d'approvisionnement du pétrole doivent être diversifiée,
- les transports publics doivent être favorisés,
- les stocks de produits pétroliers doivent être augmentés,
- les énergies renouvelables doivent être renforcées,
- l'extension de l'énergie nucléaire doit être prioritairement développée
- et la Confédération doit pouvoir intervenir dans la politique des ressources énergétiques des cantons.

Cela a encore duré un certain temps, jusqu'à ce que le peuple ait adopté ces recommandations. Ainsi, il refusa avec la majorité des cantons en 1983 l'article sur l'énergie, qui aurait prévu des compétences plus étendues pour la Confédération et l'encouragement des énergies alternatives. Seulement un an plus tard, en 1984, l'initiative populaire de la Fon-

Suite page 7

Des groupes pétroliers dictant des prix illégaux?

ts. Depuis 2000, les prix du pétrole augmentent énormément, ce qui entraîne un écoulement de quantités énormes de dollars dans les caisses des multinationales. Ainsi, ExxonMobil présenta en 2005 un bénéfice de 36 milliards de dollars – selon la CNN cela représentait le plus grand bénéfice d'une entreprise américaine de tous les temps. En 2008, il s'agissait déjà de 42 milliards! Mais également BP et Shell se trouvent dans des sphères semblables. En 2008, Shell comptabilisa un profit de 31 milliards de dollars.

Ces chiffres éveillèrent de la méfiance, non seulement en Europe mais aussi en Suisse. Shell Switzerland, Esso Switzerland et BP Switzerland étaient suspectés de former un cartel sans qu'on ait pu le prouver. Des analyses antérieures, ordonnées par le Conseil fédéral et dans les années 1968, 1975 et 1985 durent être suspendues sans résultats par la Commission des cartels. Les représentants de la branche parlaient eux-mêmes d'oligopoles, qui n'abusaient pas, néanmoins, de leurs positions dominantes sur le marché.

Auparavant déjà, ces grands groupes avaient trouvé nécessaire d'aller à l'encontre de cette méfiance à l'aide d'une organisation de branche pour les relations publiques. C'est ainsi fut créé en 1961 l'«Union pétrolière», qui représentait 27 entreprises, entre autres les filiales des grands groupes. Cette Union pétrolière avait certes son siège en Suisse, mais était clairement le porte-parole des groupes étrangers. Une autre mesure prise pour ne pas rendre trop apparente la domination des grands groupes sur le marché suisse, consista à ce que les grands groupes tolérèrent sur le marché des entreprises suisses telles Migrol et AVIA, pour des raisons politiques …

«La Suisse a capitulé devant les multinationales du pétrole»

Les grands groupes ne payèrent guère d'impôts en Suisse, car ils pouvaient transférer leurs bénéfices à l'étranger. Malgré qu'on l'ait exigé à plusieurs reprises, ils n'ont jamais révélé leurs factures du lieu de forage jusqu'à la station d'essence. Le calcul des prix des groupes put ainsi rester totalement opaque – sauf que dans les années 70, ils ne réalisaient que des millions de bénéfices et pas comme aujourd'hui des milliards. Selon Beat Kappeler, les rentes de capital propre s'élevaient autrefois déjà à 20%! Un fait qui ressemble beaucoup à un cartel!

Le conseiller national Walter Biel (AdI) exigea déjà en 1975 dans la «NZZ», que la Commission de cartel soit autorisée à faire des contrôles auprès du siège social des entreprises à l'étranger – ce qui n'était pas possible au niveau juridique et ne l'est toujours pas aujourd'hui. La presse de gauche désigna ces faits par son nom: la Suisse a capitulé devant les multinationales du pétrole.

Lorsqu'en 1978, les trois groupes Esso Switzerland, Shell Switzerland et BP Switzerland n'affichèrent pas un seul centime de bénéfice et par conséquent ne payèrent pas d'impôts, des protestation se firent entendre dans tout le pays, également Monika Weber, ancienne présidente du forum des consommatrices. Car parallèlement ces grands groupes déclarèrent au fisc de leur pays d'origine les milliards de bénéfice qu'ils avaient engrangés! (cf. Ganser p. 156 sq.)

Les tractations pour les activités du secteur amont et du secteur aval

En 1965, le conseiller fédéral Willy Spühler mettait en garde contre l'oligopole des grandes entreprises internationales

ts. Les grandes entreprises internationales du pétrole distinguent deux domaines de leurs activités commerciales: les activités du «secteur amont» [upstream] et les activités du «secteur aval» [downstream]. La notion «Stream» signifie «courant» en français, elle désigne le courant virtuel du pétrole à partir du puits jusqu'aux consommateurs. «Upstream» désignant la partie supérieure du courant, cette expression signifie le repérage de nouveaux champs de pétrole et son extraction. «Downstream», en aval du courant, signifie donc la charge de la matière brute sur des pétroliers, son transport jusqu'aux raffineries, effectué par des oléoducs, l'affinage du pétrole et finalement son transport final aux clients.

Les raffineries de pétrole – privilège des grandes entreprises internationales

En 2010, il existait, à l'échelle mondiale, 660 raffineries de pétrole spécialisées dans différents produits. Le traitement s'effectue dans des récipients hauts de 50 mètres, remplis du pétrole brut qui arrive. La séparation du pétrole en différents produits se fait par le chauffage de la masse entière, les parties inférieures étant les plus chaudes. Ce sont les différents points d'ébullition qui aboutissent à la séparation des produits: les parties supérieures des récipients étant les plus froides, elles atteignent 20 à 150 degrés: là s'obtiennent le gaz et l'essence. A 200 degrés, on récupère le kérosène, à 300 degrés le diesel et le mazout léger, à 370 degrés les huiles lourdes, à 400 degrés les huiles lubrifiantes lourdes et le bitume. Ainsi, d'un baril de pétrole brut, on récupère 25% d'essence, 20% de diesel et de mazout léger tandis que le reste se répartit entre les huiles lubrifiantes, le bitume et le gaz.

Les grandes industries pétrolières d'emprise mondiale telles que *Shell, BP, Exxon Mobile, Chevron Texaco* et *Total,* entreprises «intégrales» comme on dit, couvrent les domaines du secteur amont aussi bien que du secteur aval. *John D. Rockefeller* déjà fut conscient de l'énormité des profits provenant de tels monopoles. Aussi racheta-t-il, au cours du XIXe siècle déjà, la presque-totalité des raffineries américaines, les opposants à la vente se voyant ruiner par des prix dumping.

Quant à l'Allemagne, jusque dans les années 30, on ne connaissait que des raffineries capables de retravailler sur les produits intermédiaires, tandis que le traitement du pétrole brut fut le privilège des entreprises d'envergure.

Au sein de l'UE il y a actuellement 100 raffineries environ, au moins une par membre de l'UE à l'exception du Luxembourg, dont la majorité cependant se trouve en Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie et Espagne. La plupart d'entre elles ne sont pas contrôlées par des entreprises nationales, mais par les grandes entreprises internationales – fait qui soulève la question de la souveraineté si jamais, dans l'UE des maîtres-entrepreneurs globaux et des pays membres de l'OTAN, une souveraineté nationale existe encore!

Collombey: La raffinerie «suisse» fut fondée par l'ENI …

Pour ce qui est de la Suisse, comment s'assure-t-elle ses divers produits bruts à base de pétrole? En l'an 2010, deux tiers de la totalité des importations de pétrole arrivaient en Suisse sous forme de produits finis, un tiers sous forme de pétrole brut retravaillé dans les deux raffineries se trouvant en Suisse, à Collombey (VS) et à Cressier (NE). En 1960, *Esso, Shell* et *BP Suisse* contrôlaient 17% chacune des importations en Suisse, et l'Association des importateurs suisses du nom d'AVIA, société fondée en 1931, 11%, l'entreprise française *Total* 5% et *Migrol*, fondée par la Migros, 2%.

En 1963, *Enrico Mattei* de l'ENI qui, plus tard, fut probablement assassiné, construisit une raffinerie à Collombey au service de son oléoduc. Comme en Suisse, il n'y avait pas de demande, il fit construire une centrale thermique pour la production d'électricité. Située, par soucis environnementaux, à 450 mètres au-dessus du sol de la vallée, la centrale de Chavalon fut approvisionnée par un oléoduc avant d'être fermée en 1999, à cause des prix de pétrole trop élevés menaçant la rentabilité de l'entreprise. Les grandes entreprises internationales Esso, BP et Shell se livraient, au milieu des années 60, après avoir longtemps râlé en vain, à un combat pour les prix dur et ouvert contre l'ENI, pour éliminer Collombey, tandis que l'appel au secours de l'ENI adressé au Conseil fédéral ne fut pas entendu.

… pour être avalée, à travers d'une guerre des prix, par les grandes entreprises

Dans cette situation difficile, l'ENI chercha du soutien auprès de l'Union soviétique, circonstance inouïe puisque le monde se trouvait alors au milieu de la Guerre froide. Mattei fut exaucé: en 1965, *Léonid Brejnev* concéda la livraison de pétrole bon marché ce qui eut comme effet de pouvoir l'offrir dorénavant à des prix au-dessous de ceux des entreprises américaines et britanniques. Malheureusement, cette chance ne se solda pas par un dégel politique et d'assouplissement des fronts tendus entre l'Occident er l'Orient. En Suisse, les angoisses face à ce «pétrole rouge» montèrent. Il n'y avait que le «Vorwärts», quotidien social-démocrate, qui le défendait en mettant le doigt sur la dépendance des oligopoles occidentaux. Cette attitude, dans le contexte d'alors, était loin de trouver une majorité. Et l'ENI? Le 1er juin 1966, l'entreprise italienne fut contrainte de capituler dans le combat des prix. Ce furent les vainqueurs réjouis qui héritèrent donc de la raffinerie de Collombey: Esso en reprit les 35%, BP 22% tandis qu'AGIP, société filiale de l'ENI, n'en garda plus que 20%.

Quant aux critiques de la part du «Vorwärts» la *Migros* s'y associa avec son fondateur, *Gottlieb Duttweiler.* Ils pronostiquaient à bon droit que les prix, après la neutralisation de la concurrence, monteraient à nouveau!

A la longue, la raffinerie de Collombey se révéla pourtant ne pas être rentable, ce qui eut comme effet qu'*Esso* la vendit à *Total,* pour être revendue, en 1990, par celle-ci à la société pétrolière nationale libyenne, la *National Oil Corporation* (NOC). NOC créa le label «Tamoil suisse», investissant un milliard de francs suisses environ à Collombey. En même temps, elle créa un réseau de 300 stations service en Suisse et 400 en Allemagne.

La Migros capitule, elle aussi, devant les grands groupes

Dans les années 50, la *Migros* de Gottlieb Duttweiler fit son entrée dans les activités du secteur aval. La coopérative, pratiquant une politique de prix «en-gros» presque, la dénommant pourtant «mi-gros», disposait, à cette époque déjà, d'un trésor de riches expériences en matière d'offres meilleur marché. Aussi fonda-t-elle, en 1954, la première station d'essence «Migrol». Sa politique de prix bas déclencha une véritable guerre de l'essence puisque les grandes entreprises internationales commencèrent, elles aussi, à baisser leurs prix. La tentative de *Migros* de reprendre pied dans le commerce du secteur amont échoua pourtant. La raffinerie *Migros* fondée à Emden fut bien, il est vrai, la première à ne pas appartenir à des entreprises mondiales. Le pétrole arrivait de l'Iran au moyen de pétroliers à elle, pendant que la rumeur se répandait que les Britanniques allaient probablement les faire couler. Même si cela n'arriva pas, la raffinerie déficitaire d'Emden dut se prêter à la vente en 1965. Par la suite, la *Migros* se contenta du commerce du «secteur aval» tout en répétant ses critiques face à la politique des prix effectuée par les grandes entreprises internationales.

La raffinerie de Cressier et les alertes devant les grands groupes, émises par le Conseil fédéral

La raffinerie de Cressier, construite par *Shell Switzerland* et Gulf *Oil Switzerland,* fut inaugurée le 24 mai 1966. Ce fut donc la deuxième raffinerie au service de la Suisse, disposant de la plus grande gare privée du pays. Cressier fut approvisionné par une bifurcation de l'oléoduc SEPL, l'oléoduc du Jura, reliant Besançon à Cressier par la Vue des Alpes. Par le fonctionnement de deux raffineries, la Suisse vivait une véritable ruée vers le pétrole. Tandis qu'en 1959, la Suisse importa 3 millions de tonnes par an, ce qui couvrait 47% de la consommation suisse en énergie, ce chiffre atteignit 9 millions de tonnes, en couvrant 72% pour atteindre en 1970 13 millions de tonnes, en couvrant 78%.

L'enthousiasme fut pourtant limité puisqu'on était conscient du danger de la dépendance. Le conseiller fédéral, *Willy Spühler,* mit en garde contre l'oligopole des grandes entreprises mondiales. On y ne remédierait, dit-il, qu'à travers les importations de produits finis pour diversifier la dépendance survenue.

En mai 2000, Cressier fut vendu, à cause des marges précaires, par *Shell Switzerland. A* l'époque, l'entreprise «Pétroplus», opérant partiellement à partir des Bermudes, racheta des raffineries tous azimuts en Europe avant de faire faillite en janvier 2012. Voilà des processus dont la population d'un pays voulant rester souverain devrait se soucier davantage: personne n'aime être contraint de se faire fournir des produits énergétiquement centraux par un conglomérat financier douteux. Voilà donc un autre argument de poids en vue du changement énergétique! •

«Petro Suisse» aurait préféré faire des affaires directement avec les pays producteurs de pétrole

ts. En 1931, les importateurs suisses de pétrole se réunirent dans une association pour mieux se confronter avec les «sept sœurs», les grandes multinationales du pétrole qui dominaient alors le marché. Ils donnèrent à cette alliance le nom d'AVIA, en allusion à la notion d'aviation parce que le commerce avec du pétrole d'aviation y était inclus. Jusqu'à nos jours, AVIA a 85 membres (PME), 3000 stations de service dans 14 pays européens dont 700 seulement en Suisse.

Comme AVIA n'était, pendant les premières décennies après sa fondation, active que dans le commerce du secteur aval, la dépendance des multinationales intégrées du pétrole était évidente. L'idée la plus proche était donc de fonder une société de pétrole suisse, capable, à l'instar des multinationales, d'intégrer également les affaires du secteur amont. Ainsi on aurait pu traiter directement avec les pays producteurs en gardant tout en mains, du pétrolier jusqu'à la raffinerie et la station de service. En 1972, et plus intensément encore après la crise de 1973, il y eut des initiatives parlementaires qui allaient dans cette direction. On en avait même déjà trouvé le nom: l'entreprise pétrolière suisse aurait été nommée «Petro Suisse». Le Conseil fédéral se montra favorable au projet, vu ses préoccupations par rapport à l'autonomie énergétique du pays. *Ernst Brugger,* conseiller fédéral, affirma que le pétrole était de plus en plus utilisé comme arme politique. Après d'intenses études du dossier, il fut pourtant amené à la conclusion que le projet était bel et bien au-dessus des possibilités financières du pays. Et Ernst Brugger d'ajouter que le problème pétrolier représentait une des affaires les plus délicates qu'on puisse imaginer (cf. Ganser, p. 163)

«Comment agir en cas …»
suite de la page 6

dation suisse de l'énergie intitulée «Pour un approvisionnement en énergie sûr, économique et respectueux de l'environnement» a été clairement rejetée. En 1990, les électeurs refusèrent l'abandon de l'énergie nucléaire, tout en approuvant un moratoire de dix ans pour la construction de nouvelles centrales nucléaires. Et c'est à ce moment que l'article sur l'énergie fut accepté par lequel la Confédération obtint les compétences revendiquées dans le rapport final de la CGE en 1978.

Deuxième crise pétrolière: les groupes pétroliers font des profits exorbitants …

Au cours des douze ans écoulés entre le rapport final de la CGE et l'adoption d'une partie de ses recommandations par le peuple en 1990, il y eut de sérieux changements au Moyen-Orient riche en ressources pétrolières. Après la chute du chah d'Iran par l'Ayatollah Khomeiny, éclata la première Guerre du Golfe, c'est-à-dire la guerre entre l'Iran et l'Irak qui dura de 1980 à 1988. Le fait que les Etats-Unis aient soutenu les deux côtés, correspondait à leur jeu de poker de pouvoir géostratégique, visant l'affaiblissement des pays producteurs de pétrole et leur favorisant l'objectif aisé de s'accaparer l'or noir si possible gratuitement.

La chute du chah et les guerres ont eu un effet massif sur le prix du pétrole: de 1979 à 1980, le montant à débourser pour un baril passa de 13 à 34 dollars: ce chiffre peut apparaître dérisoire de nos jours, à cette époque c'était un choc pour l'économie mondiale.

Lors de cette deuxième crise pétrolière, il n'y eut pas non plus de véritable pénurie, car l'Arabie saoudite, partenaire stratégique principal des Etats-Unis, avait déjà en 1978 augmenté sa production de 8,5 à 10,5 millions de barils par jour à la demande de l'Empire, ce qui remplaçait la moitié du pétrole iranien manquant.

… et sont désignés de «gangster» par des parlementaires PDC et PST

En ce qui concerne la Suisse, le Conseil fédéral réalisa rapidement qu'il s'agissait d'une crise des prix et non pas d'une crise des quantités. Bien que le gouvernement estimait la situation d'approvisionnement comme bonne, il recommanda le 6 mars 1979 d'économiser de l'énergie, par exemple en demandant de ne pas dépasser les 20 degrés de température à l'intérieur des habitations et de ne pas rouler à plus de 80 km/h sur les autoroutes.

Déjà en mars 1979, on put donner une fin d'alerte partielle, car l'homme fort de l'Iran, Khomeiny, relança l'exportation de pétrole à hauteur de 3,5 millions de barils par jour – c'est-à-dire seulement un million de barils de moins qu'auparavant. Ainsi, on pensait avoir surmonté la crise.

Pourtant, en Suisse, il est intéressant de constater que la méfiance envers les groupes pétroliers internationaux était plus grande qu'envers Khomeiny. Beaucoup savaient que les multinationales se trouvaient dans une situation d'oligopole. Comme celles-ci n'admettaient toujours pas qu'on jette un regard sur leur gestion des prix, on devait supposer qu'elles utilisaient chaque occasion pour augmenter leurs profits. Cela renforça l'appel à plus d'indépendance face au pétrole et d'encouragement au développement des énergies renouvelables.

Certains parlementaires PDC et PST désignèrent ces grands groupes d'«escrocs» et de «gangsters» qui auraient profité de la crise iranienne.

En cas d'urgence, il faut des mesures d'économie de guerre tels le rationnement, l'interdiction de rouler etc.

En septembre 1980, le conseiller fédéral *Fritz Honegger* déclara qu'une fermeture du détroit d'Ormuz serait dangereuse pour l'Europe et la Suisse, car cela réduirait d'un quart la quantité de pétrole nécessaire à l'Europe. Certes, la Suisse est préparée pour un tel cas. On devrait cependant employer des moyens d'économie de temps de guerre, c'est-à-dire le rationnement, les interdictions de rouler etc. Et *Werner Flachs,* délégué pour l'approvisionnement du pays, expliqua que les Iraniens n'étaient pas si stupides pour vouloir interrompre l'acheminement du pétrole. Le cas échéant, la Suisse pourrait se fier aux pouvoirs occidentaux, qui rouvriraient certaine-

Suite page 8

«... et qu'en est-il de vos provisions alimentaires?»

Quelques réflexions dans une époque politiquement instable

rt. L'aggravation dangereuse de la situation géopolitique que nous observons en Ukraine, nous incite à réfléchir aux conséquences possibles de cette crise pour notre vie. Dans cette région, où se trouvent 15 centrales nucléaires ukrainiennes et 12 centrales russes, des activités belliqueuses peuvent très rapidement se répandre. Des unités combattantes irrégulières, quelle que soit leur couleur, peuvent déclencher une confrontation internationale, qui pourrait aboutir en quelques heures à une guerre ouverte. Les conséquences d'un tel scénario pourraient aller d'un approvisionnement temporairement réduit jusqu'à la pollution radioactive à long terme avec toutes les sérieuses conséquences qui s'ensuivraient. Dans ce contexte, de nombreuses personnes se souviennent des conséquences persistantes de l'explosion du réacteur de Tchernobyl.

A mi-avril, vu la situation de crise actuelle, le chef de l'armée suisse *André Blattmann* nous a rappelé la nécessité de penser aux provisions alimentaires. Bien que quelques journalistes aient tenté de minimiser l'importance de ces remarques, de larges pans de la société les ont pris au sérieux.

Etes-vous préparés? Vos parents, vos voisins sont-ils préparés? Selon les divers scénarios possibles, les provisions de ménage peuvent être différentes. Elles peuvent vous aider à passer un temps difficile. Le site de l'*Office fédéral pour l'approvisionnement* économique *du pays* (OFAE) vous offre des «conseils d'amis» et une liste des provisions recommandées pour une semaine («Des provisions … providentielles.» *www.ofae.admin.ch)*. Vous y trouverez également des informations en cas de coupure de courant ou de pénurie d'électricité.

Outre les informations actuelles de l'OFAE – qui sont relativement succinctes et proviennent apparemment encore de l'époque des «dividendes de la paix» –, il vaut la peine d'étudier également les informations plus anciennes. C'est pourquoi nous vous soumettons la liste des aliments contenue dans la brochure «Provision de ménage – Pour que l'éventualité ne devienne pas la fatalité» de l'OFAE paru en 1997 (cf. ci-dessous). Cette liste contient les quantités nécessaires pour deux semaines. Dans cette brochure, vous trouverez également des informations concernant la gestion sensée des provisions.

La situation d'approvisionnement en courant électrique demande également des réflexions approfondies. L'alimentation en courant électrique a de plus en plus été internationalisé, ce qui la rend encore plus vulnérable; l'approvisionnement à l'intérieur du pays risque beaucoup d'en pâtir. Depuis plusieurs décennies, un grand nombre d'installations vitales ne fonctionnent plus qu'avec du courant électrique. Pensez aux entrepôts, aux soins médicaux, aux pompes à eau, aux transports etc. Le roman de *Marc Eisberg* intitulé «Blackout – Morgen ist es zu spät» décrit une situation de rupture assez vraisemblable (2012. ISBN 978-3-442-38029-9).

Il faut espérer que le conflit en Europe de l'Est se terminera de manière pacifique et qu'il mènera à de nouvelles voies pour résoudre également d'autres conflits de manière pacifique. Il nous rappelle néanmoins qu'il faut se prémunir suffisamment pour l'avenir. •

Liste des denrées pour les provisions de ménage (Provisions de base, provisions complémentaires incl. provisions d'urgence, réserve de boissons)

Aliments	Poids total	Exemples	Durée de conserv. semaines	Durée de conserv. mois
1. Lait Produits laitiers	2.5 kg	1 paquet de lait en poudre		6 – 12
		½ l de lait UHT		3
		1 boîte de lait condensé non sucré		12
		¼ l de crème à café UHT	2 – 4	
		¼ l de crème UHT	2 – 4	
		1 boîte de fromage à tartiner*	10	
«Produits riches en protéines»		1 sachet de mélange fondue tout prêt		6
		1 paquet de pudding en poudre		6
2. Viande Poisson Oeufs Légumineuses	2.0 kg	1 boîte de jambon en conserve*		12
		1 boîte de corned-beef*		12
		1 boîte de saucisses de Vienne		12
		charcuterie de longue conservation (salami, saucisses fumées, lard cru, etc.)		4 – 6
		1 boîte de pâté de foie*		4 – 6
		1 boîte de terrine*		4 – 6
		6 œufs	2	
«Aliments riches en protéines»		1 boîte de thon, sardines ou maquereaux*		12
		légumineuses (lentilles, etc.)		12
3. Fruits	2.0 kg	3 x ½ boîte de fruits en conserve*:		
		purée de pommes		12
		abricots		12
		pêches, etc.		12
«Aliments riches en vitamines/sels minéraux»		fruits secs*:		
		pommes, pruneaux		6 – 12
		abricots, raisins secs		6 – 12
4. Légumes	2.0 kg	3 x ½ boîte de légumes en conserve*:		
		carottes		12
		petits pois		12
		salsifis		12
		champignons		12
		légumes secs*:		
		haricots, champignons		12
		salades*: céleri,		
		maïs, racines rouges		
«Aliments riches en vitamines/sels minéraux»		– en bocaux		12
		– en sachets d'aluminium		6
5. Pommes de terre Pain Produits à base de céréales	4.0 kg	1 kg de pommes de terre	8 – 12	
		1 paquet de pommes de terre en flocons		12
		1 paquet de pain complet	4	
		1 paquet de biscottes*		6 – 12
		1 paquet de pain croustillant*		6 – 12
		1 paquet de pâtes*		12
		1 paquet de riz* ou de maïs		12
		1 p. de flocons d'avoine ou de céréales		4 – 6
		1 – 2 kg de farine (ou davantage pour faire du pain)		4 – 6
«Aliments riches en hydrates de carbone»		1 paquet de bisquits (non fourrés)*	6 – 12	
		1 paquet de biscuits salés*		3 – 6

Aliments	Poids total	Exemples	Durée de conserv. semaines	Durée de conserv. mois
6. Graisses Huiles	1 – 1½ kg	1 bt d'huile de tournesol, de maïs ou de colza*		9
		1 bt d'huile d'arachide (pour cuisiner)*		12
«Aliments riches en graisses»		1 pot de beurre fondu*	4 – 12	
		1 paquet de margarine*	4 – 6	
7. Sucre, miel Confiture Chocolat «Aliments riches en hydrates de carbone»	2.0 kg	1 kg de sucre blanc (pour cuisiner)*		plus de 12
		1 pot de miel*		plus de 12
		1 pot de confiture*		plus de 12
		1 boîte d'édulcorants		plus de 12
		1 plaque de chocolat sans noix*		plus de 12
8. Epices	1.0 kg	1 pot de bouillon instantané ou concentré		plus de 12
		1 paquet de sel iodé		plus de 12
		légumes séchés (pour potage)		plus de 12
		fines herbes et épices séchées selon les goûts		plus de 12
		Moutarde, mayonnaise		6
		purée de tomates, ketchup		6
		1 bt de vinaigre		12
		1 paquet de levure en poudre		12
		1 paquet de levain sec		3
9. Boissons	9 – 12 l	6 l d'eau minérale		12
		3 l de jus de fruits ou de légumes		6
		1 bt de jus de citron concentré	6	
		1 paquet de café moulu emballé sous vide		12
		1 boîte de thé noir		12
		1 boîte de tisane		12
		1 pot de cacao en poudre		6
		1 pot de boisson pour le petit-déjeuner		6
10. Plats cuisinés	à choix	choucroute garnie		12
		goulasch aux pommes de terre		12
		raviolis		12
		lasagnes (dans un bac en alu)		12
		pot-au-feu		12
		röstis au lard (dans un sachet en alu)		12
		tortellinis secs		12
		soupe en sachet (évent. à teneur réduite en sel), quick lunch		12
A ne pas oublier!		filtres en papier pour le café, ouvre-boîtes, sacs à ordures, réchaud de camping avec accessoires, allumettes, produits cosmétiques (dentifrice, savon, articles de toilette), produits de nettoyage et de lessive, nourriture pour animaux domestiques, piles (radio, lampe de poche), couvertures en laine, documents officiels (à portée de la main), pastilles de vitamines, pharmacie de ménage.		

Les provisions de ménage proposées sur cette liste de denrées suffisent pour 14 jours (pour une personne, boissons pour 2 jours). Les quantités indiquées correspondent aux emballages vendus habituellement dans le commerce. Pour un ménage de plusieurs personnes, il convient parfois d'adapter ces quantités, qui seront sinon exagérées pour certains articles.

Légende: Provisions de base*, Provisions d'urgence*

Les différentes couleurs attribuées aux aliments 1 à 6 représentent les divers groupes de denrées alimentaires. Afin que votre corps reçoive toutes les substances nutritives et fibres d'aliments, les repas principaux et même les repas légers de chaque jour devraient contenir des produits de tous les groupes. Les aliments d'un même groupe peuvent très bien se substituer.

Source: «Lebendiger» kein «eiserner» Vorrat, Association des consommateurs de Bâle. © *Renate Bühlmann.*

«Comment agir en cas …»
suite de la page 7

ment le détroit d'Ormuz – une déclaration discutable du moins au niveau de la politique de neutralité.

La mise en garde du gouvernement de mars 1981, affirmant qu'il était vraiment temps d'entreprendre des pas sérieux pour réduire la dépendance unilatérale du pétrole ne donna rien car, en novembre 1985, le prix du pétrole chuta dramatiquement de 32 à 10 dollars. Cela parce que l'Arabie saoudite, l'alliée des Etats-Unis, commença à inonder les marchés – un processus qui montra une fois de plus que l'évolution des prix du pétrole était, au moins à cette époque, manipulée par l'Empire selon son gré – et tous ceux qui s'étaient engagés auparavant en faveur des ressources durables et renouvelables n'avaient plus que des miettes.

Le droit doit passer avant la force – pas seulement pour le bien-être des petits Etats mais pour celui de tous les êtres humains sur la planète

Le 20 mars 2003, le conseiller fédéral *Pascal Couchepin* a condamné très vivement la guerre conduite par les Etats-Unis contre l'Irak: l'agression n'avait pas été approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU et présentait un précédent dangereux, les USA et la coalition ayant passé outre la Charte de l'ONU. Toutefois, dit-il, il est très important que la Charte de l'ONU soit respectée. La Suisse s'est déclarée solidaire avec la population civile irakienne, qui souffrait des sanctions depuis 1990. Dans cette condamnation claire et formelle des Etats-Unis, la Suisse fut soutenue par le Secrétaire général *Kofi Annan,* qui déclara clairement le 16 septembre 2004, que la guerre contre l'Irak était illégale selon le droit international. Le fait que les responsables n'aient pas été placés devant la Cour pénale internationale pour ces actes, montre que la force passe encore avant le droit – un fait, dont on espère qu'il changera à l'avenir dans un monde multipolaire.

Cette voie menant dans un monde basé sur le droit (international), où l'on reprend au sérieux la Charte de l'ONU, pourrait être pleinement et décisivement soutenue par une transition de ressources énergétiques, si l'on se détachait des sources d'énergie fossiles et s'orientait vers les énergies renouvelables. Ainsi, on pourrait avancer sur la voie d'une vie communautaire, où les conflits seront résolus par le dialogue sans guerre, sans violence et terreur (d'Etat).

Daniele Ganser, le directeur de l'Institut pour la paix et la recherche sur l'énergie (SIPER – Swiss Institute for Peace and Energy Studies), n'est heureusement pas le seul à exprimer cette revendication. On souhaite à son ouvrage fondamental «Europa im Erdölrausch» ayant servi de base à cet article, une large diffusion, puisqu'elle aiguise la perception et renforce la volonté de s'engager pour un monde plus juste avec tous les citoyens de la terre aspirant à la paix. Pour la seule raison que nous n'avons qu'une vie et qu'une planète. Il serait ridicule, si l'homo sapiens du XXIe siècle n'était pas capable de tirer les enseignements de l'histoire et de se décider à faire demi-tour: commencer par le tournant en ressources énergétiques ne serait pas la plus mauvaise chose, ce serait même un pas essentiel en direction de la paix. •

Bibliographie: Daniele Ganser. *Europa im Erdölrausch. Die Folgen einer gefährlichen Abhängigkeit.* Zurich 2012. ISBN 978-3-280-05474-1. [L'Europe dans la fièvre du pétrole. Les conséquences d'une dépendance dangereuse]

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2014 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».